2,50 F

Combat
SOCIALISTE

N° 5 MARDI 3 MARS 1981



Les trois consuls pris en otages le 19 février par des séparatistes de l'ETA fêtent leur libération à San Sebastian (Espagne) peu après avoir été relâchés sains et saufs. De gauche à droite : Gabriel Biurrum (Uruguay), Hermann Diez de la Sal Korsatko (Autriche), Antonio Alfaro Fernandez (Salvador) et le gouverneur civil de la province de Guipuzcoa, Aristegui. (Associated Press Photo de Paris)

Les trois consuls libérés

Dialogue possible au Pays basque

(PAGE 8)

LA POLITIQUE AGRICOLE DE FRANÇOIS MITTERRAND

(PAGE 5)

Ne tirez plus sur la «Sécu»

Le début d'une enquête d'Alain Ecouves : la situation de la Sécurité sociale n'est pas aussi tragique que le prétend le gouvernement.

(PAGE 6)

CE QUI CHANGE DANS LE VOTE DES FEMMES

(PAGE 4)

COUPE DE L'UEFA

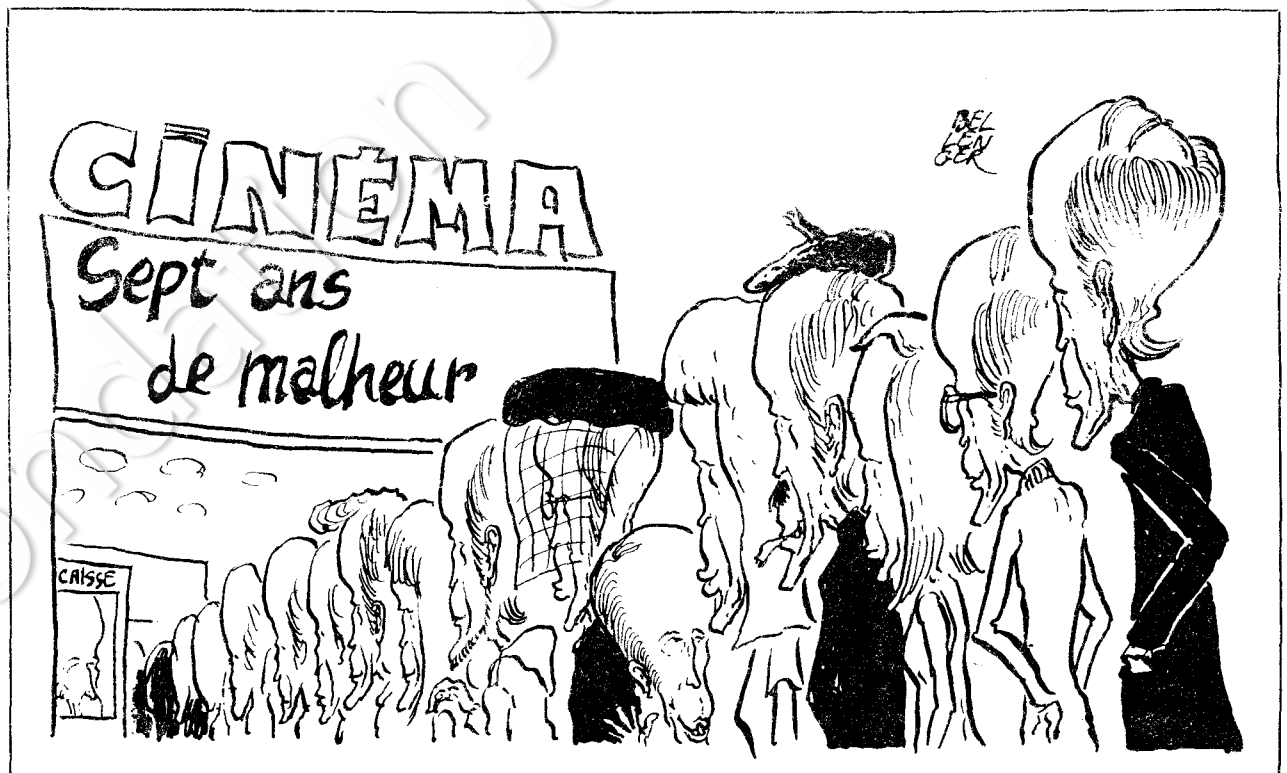
Les quatre clubs sont «affûtés»

(PAGE 12)

La candidature de Valéry Giscard d'Estaing

L'ADVERSAIRE À DÉCOUVERT

Le président sortant compte sur l'annonce officielle de sa candidature pour faire remonter, dans l'opinion publique, une image de marque considérablement ternie par les échecs successifs. Mais en montant en ligne, il ne peut plus s'abriter derrière Barre et son gouvernement et il devra, lui-même, rendre des comptes aux Français. François Mitterrand et les socialistes sauront les lui demander.



L'intervention de Reagan à El Salvador

LA situation s'aggrave en Amérique centrale. Elle risque de devenir rapidement explosive.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, le président Ronald Reagan a pris la décision de mettre fin, par n'importe quel moyen, à l'insurrection du peuple salvadorien. Dans un premier temps, il a envoyé des émissaires en Europe occidentale et en Amérique latine pour présenter des dossiers sur une prétendue ingérence de Cuba et du Nicaragua en Amérique centrale.

L'argument invoqué est celui d'une fourniture massive d'armes et de munitions aux révolutionnaires d'El Salvador. Malgré les preuves contraires, le président Ronald Reagan est maintenant passé à la seconde phase de son plan : l'envoi de conseillers militaires. Ils seront bientôt suffisamment nombreux pour prendre en main la direction des opérations à El Salvador.

Ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis interviennent dans cette région du monde. Depuis le début du siècle, les « marines » ont débarqué, à de nombreuses reprises, en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ils ne se sont pas contentés de mettre en place des hommes de paille ou des dictateurs, comme Trujillo, Somoza et Duvalier, pour défendre leurs intérêts stratégiques et économiques. Les « marines » ont occupé, pendant de longues années, certains pays. Citons, entre autres, Cuba, de 1906 à 1909 ; le Nicaragua, de 1912 à 1925 ; le Mexique, de 1916 à 1917 ; Haïti, de 1915 à 1934 ; et, plus récemment, la République dominicaine, en 1965. A San José, capitale du Costa Rica, un monument rappelle deux défaites militaires américaines dans ce petit pays démocratique.

Une fois de plus, les Etats-Unis reviennent à la politique du gros bâton. Et c'est le gouvernement français, par les déclarations de son ministre des Affaires étrangères Jean François-Poncet, qui leur apporte sa caution morale. Issue d'un coup d'Etat, la junte au pouvoir à San Salvador continue à noyer dans le sang le mouvement de résistance du peuple salvadorien. Tant que les assassinats ne prendront pas fin, tant que des élections libres n'auront pas lieu, le peuple salvadorien, rassemblé autour du Front démocratique révolutionnaire, poursuivra son combat. Il est légitime.

Edouard BAILBY

VU DE BOURGOGNE

Charbonnier maître chez lui

par Marilène CLEMENT

« D'ACCORD, me disait un vigneron de Beaune, il n'est pas des plus raffinés notre chant populaire : *« Quand je vois rougir ma trogne — Je suis fier d'être bourguignon. »* Il laisserait croire que nous mourrons tous d'apoplexie parce que nous apprécions le bon vin. Erreur ! La qualité nous réjouit plus que la quantité. Mais fiers d'être bourguignons, sans orgueil toutefois, et heureux de vivre chez nous, pourquoi pas ? Nous avons mal au cœur quand il nous faut subir une occupation étrangère. C'était le cas, voici quarante ans. »

Il tire de la desserte une bouteille de blanc et deux verres à moutarde qu'il remplit à moitié :

« Dans l'ensemble, les Bourguignons sont restés fiers, dignes de leur chant régional et froids vis-à-vis des troupes allemandes. Pourtant, je me souviens que cette année-là, 1941, il y eut, dans les villes, quelques filles pour faire les yeux doux aux Aryens et quelques hommes pour trinquer avec eux. Ils s'attiraient des paroles désobligeantes de la part de la population et l'armée du Reich se faisait injurier. Les Kreisskommandants menaçaient de fermer les cafés et de prendre des otages. Mais on ne se laissait pas intimider. Dès 1941, et de plus en plus après, il y eut beaucoup de résistants chez nous. »

Il lève son verre à leur honneur et je l'imite.

« Maintenant, poursuit-il, les années ont passé. Et voilà qu'on recommence, en Bourgogne, à entendre parler la langue d'outre-Rhin plus souvent qu'on ne le souhaite. Est-ce le début d'une nouvelle occupation, économique cette fois ?... Voyez ces puissantes sociétés allemandes qui achètent nos pâtures et nos forêts et les exploitent pour leur compte. Le mark lourd l'emporte sur notre franc dévalué et certains particuliers, certaines municipalités acceptent un peu vite ces transactions. Il faudrait que l'administration nous protège. Nous ne sommes pas chauvins mais charbonnier doit tout de même rester maître chez lui, non ? »

L'Espagne et l'ombre de Franco

La lecture du premier numéro de *Combat socialiste* m'amène à vous faire les remarques suivantes en vrac :

1. L'éditorial de Claude Gault, consacré à la tentative de putsch en Espagne ne meet pas suffisamment les points sur les i ; si, en effet, comme il le dit dans sa conclusion, le *« roi et les dirigeants espagnols couraient de gros risques à pactiser trop longtemps avec le diable »*, il aurait fallu souligner que le nouveau régime espagnol, bien que démocratique dans sa forme, est affligé d'une tare substantielle, à savoir que l'appareil d'Etat de l'Espagne d'aujourd'hui est le même que celui de l'Espagne franquiste. Qui a « fait » le roi d'ailleurs, sinon Franco, puis ses séïdes qui entendaient mettre désormais l'Espagne à l'heure européenne du « capitalisme avancé »... ?

2. L'interrogation qui conclue l'article consacré à la volonté de Crépeau d'être candidat au nom du MRG me semble mal posée : Il s'agit moins de savoir si un *« message de centre gauche peut rencontrer encore des oreilles attentives »*, que de se demander s'il correspond à une réalité socio-politique dans la France d'aujourd'hui... ce qui ne m'apparaît pas évident, la crise accélérant le laminage de la « clientèle » traditionnelle du radicalisme, à savoir essentiellement le monde des petits producteurs indépendants.

J.-P. BRACHET
Angers

La rose et les épines

LE roi Giscard se fait attendre. Que d'atermoiements pour poser candidature à sa succession !

Madame Giscard d'Estaing (qui répond même quand on ne l'interroge pas), développe volontiers le thème : « Mon mari ne se représenterait pas si nous n'écoutions que nous »... *M'est avis que, tous les deux, ils doivent faire la sourde oreille !*

Les Giscard auraient bien tort d'ailleurs, en regard des résultats obtenus, de ne pas essayer de « repartir pour un tour ». *Leur septennat a merveilleusement bien marché... pas pour nous, non... mais, pour eux, oui !*

La France, ils en ont fait une afaire de famille ! Le père, le frère, la sœur, les cousins, les fils, les filles, les gendres : tranquillisez-vous, ils sont parés pour l'avenir ! Vous ne trouverez pas un seul chômeur dans tout ce joli monde-là !

Edmond MEUNIER

BREF

ATHLÉTISME

• **L'Américain Deon Hogan** a amélioré la meilleure performance mondiale du 440 yards en 47"20 au cours d'une réunion d'athlétisme en salle, organisée samedi soir à Lincoln (Nebraska). L'ancienne meilleure performance mondiale était détenue par son compatriote Bert Cameron, en 47"32, depuis 1980.

• **La Jamaïquaine Merlene Ottey** a amélioré sa meilleure performance mondiale du 300 yards en 33"11, samedi, au cours d'une réunion d'athlétisme en salle qui s'est déroulée à Lincoln, dans le Nebraska. Ottey détenait l'ancienne meilleure performance mondiale en 33"12.

• **L'athlète mexicain Rodolfo Gomez**, vainqueur du marathon de New York en octobre dernier, a remporté, dimanche, une nouvelle victoire dans le marathon international de Tokyo, devant le Suédois Tomy Persson.

(Publicité)

Les révolutions minuscules

Aujourd'hui, il n'y a pas qu'indifférence et dérision. Les "causes", les "engagements" sont multiples, émiettés et personnels. Consommateurs, cibistes, autonomes, néo-entrepreneurs, écolos, sourds, homos, défenseurs des droits de l'homme... Des individus, des groupes s'impliquent. Mais pour quoi faire ? Une grande enquête d'Autrement. A lire d'urgence. Pour respirer ! "Les Révolutions Minuscules". N° 29. Février 81. 280 pages. 42 francs. En vente en librairie.

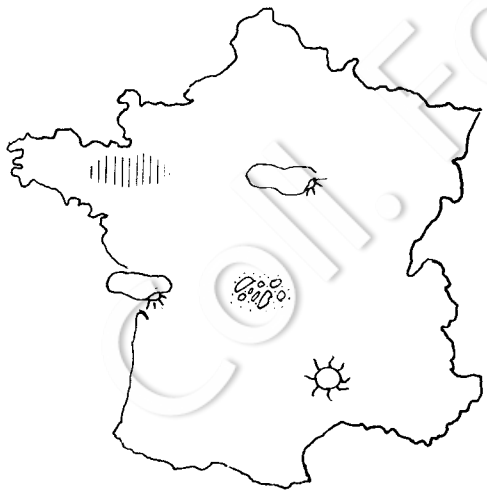
Autrement. 73, rue de Turbigo, 75003 Paris. Abt : 6 N^{os} : 195 F/an.
Demandez le catalogue gratuit de toutes nos publications.

Météo

Vents et giboulées

Lundi : Dans la région parisienne, nuages, pluies et vent. Température en baisse.

Mardi : Pluies et giboulées sur l'ouest de la France. Vents relativement forts sur le littoral de la Manche et de l'Atlantique. Sur les autres régions, temps nuageux coupé de nombreuses averses.



Mots croisés

PROBLEME N° 7

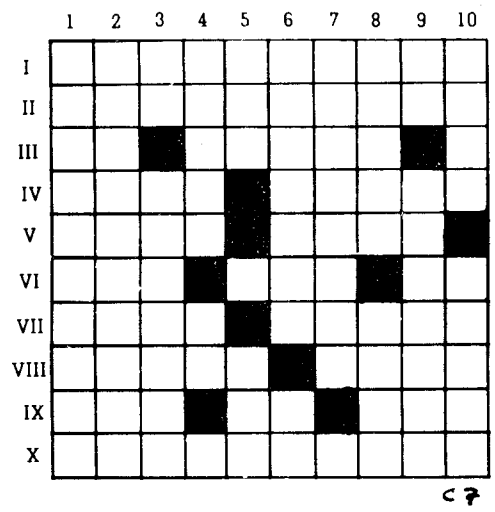
Horizontalement. — I. Font du foin en Bretagne. — II. Donnée. — III. Empilé. Point de chute d'anciens artistes à la mode. — IV. Ne va plus à Monaco. Se fait épingler et se met à table. — V. Rivière de France. Son ascendant lui pesa. — VI. Tourne en studio. Bas de l'Aisne, ou autre. Possessif. — VII. L'assiette au bœuf. De quoi jouir. — VIII. Varié quant aux tons. Epithète pour un gendarme. — IX. A déclarer. Dans l'alternative. Le plus glorieux des vaincus. — X. Capitaux.

Verticalement. — 1. Nuit au cinéma, et on l'y a vue belle. — 2. Menacent les lignes non rentables de la SNCF. — 3. Pronom. Elles sont troussées avec une certaine tendresse. — 4. Une image de la Grèce moderne. Sur une peau d'âne. — 5. Les internes y passent la nuit. Envoyé spécial. — 6. On le trouve généralement bien suffisant. Note. — 7. Un marquis qui s'éleva bien au-dessus de Louis XVI. — 8. Ville d'Italie. Petit du cochon. — 9. Ferrure. Tel le parler italien. — 10. A le geste auguste. Clairs.

SOLUTION DU N° 6

Horizontalement. — I. Modernisme. — II. Ecrouelles. — III. Nues. Foot. — IV. Alligators. — V. Gaines. Poe. — VI. Erne. Ta. — VII. Ri. Légion. — VIII. Isère. Irma. — IX. Etranglée. — X. Ses. Tresse.

Verticalement. — 1. Ménageries. — 2. Oculariste. — 3. Drelin. Ers. — 4. Eosine. Ra. — 5. Ru. Gê. Lent. — 6. Néfaste. Gr. — 7. Ilôt. Agile. — 8. Sloop. Ires. — 9. Métronomes. — 10. Es. Se. Na.



C 7

Combat SOCIALISTE

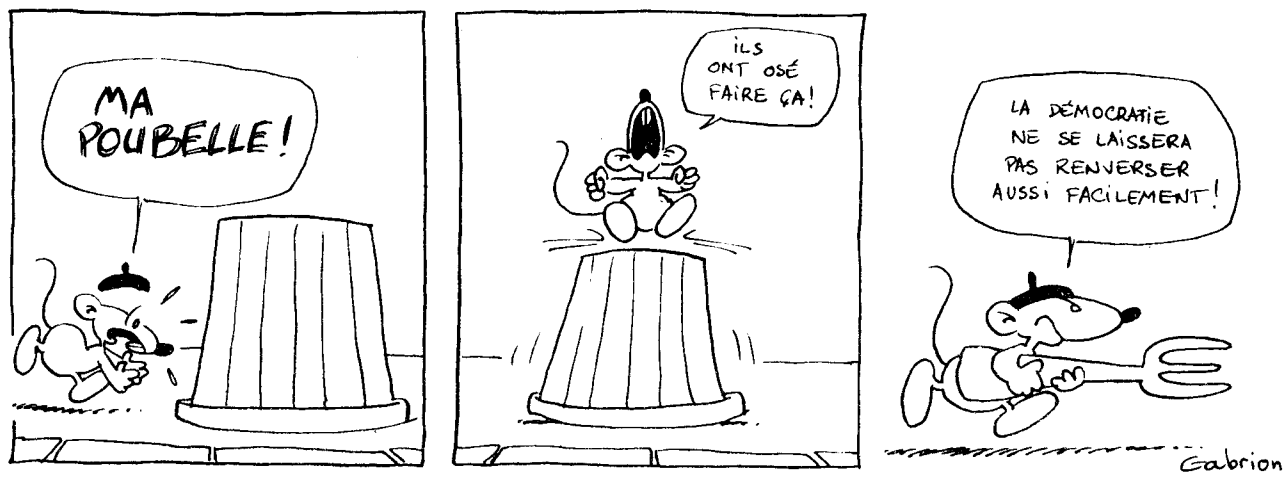
Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

Rat-le-bol



L'entrée en campagne

TOUTE la cour suppliait, alarmée par l'érosion des sondages : *« Déclarez-vous, monsieur le président ! »* Tout était en place : les affiches n'attendaient plus que la colle, les ministres remisaient leur portefeuilles pour devenir propagandistes, les comités de soutien rongeaient leur frein.

Mais le sortant faisait fi des impatiences. A nouveau, il avait regardé la France au fond des yeux, mais sans croiser un regard, qui, décidément, se portait trop à gauche.

Il chercha un petit geste propre à séduire les foules. Imagina une promesse nouvelle, mais ne trouva pas de catégorie qu'il n'eût déjà abreuvée au cours des dernières semaines. Décida de reprendre le métro, mais s'apperçut qu'il était en grève. Fut tenté d'aller casse-croûter chez le garde-barrière de Poussalait-les-Aubergines, mais eut peur que le caviar ne fût pas frais. Pensa qu'un safari serait mal compris et le coup de fusil clandestin était devenu difficile depuis que son cher cousin avait changé de villégiature.

Il soupira, appela le CNPF, caressa le museau de son labrador, camoufla dans un tiroir la photo de Raymond Barre, eut une pensée émue pour Ronald Reagan et déclara, superbe : *« Quand faut y aller, faut y aller ! »*

Ces fortes paroles le réconfortèrent. Mais, brusquement, le chômage et l'inflation lui revinrent en nausée. *« Il faut du changement ! »* cria-t-il.

C'est ce que les Français entendirent. Et ils s'apprêtèrent à changer de président.

C. G.

Au congrès du MRG

Michel Crépeau plébiscité

« Vas y Michel ! Crépeau ! Crépeau ! » Salves d'applaudissements. Lorsque le président du MRG entre dans la salle du Palais des Congrès de Versailles, samedi après-midi, chacun sent déjà que les jeux sont faits. Michel Crépeau sera candidat à l'élection présidentielle. On ne prive pas indéfiniment un parti et ses militants d'une candidature à la bataille suprême.

Lors de la réunion du comité directeur, le matin même, François Loncle, Roger-Gérard Schwartzenberg, François Massot et R. Julien avaient fait valoir leurs arguments pour le retrait de la candidature MRG. Maurice Faure et René Billières avaient pris le relais l'après-midi. Ce dernier, président d'honneur du MRG, déclarait notamment : *« L'élargissement du centre gauche, c'est la tarte à la crème de tous les congrès radicaux. Nous qui voulons faire face à l'avenir, faisons déjà face à nous-mêmes. Sommes-nous plus forts qu'à notre création il y a huit ans ? Nous sommes aujourd'hui dans le marécage de la stagnation politique. Pour justifier notre force, il nous faudrait 5 % des voix. Nous nous refusons de lancer le mouvement dans un pari desespéré. »*

« On verra bien », marmonne un supporter de Michel Crépeau. En cette fin février, « la gauche réaliste » veut aller à la bataille quels que soient les risques. L'ovation faite à Jean Zucarelli, maire de Bastia, est à cet égard significative : *« Un parti qui ne combat pas, peut-il attirer la jeunesse ? On juge plus sévèrement un forfait, qu'un match perdu sur le terrain. »*

Michel Crépeau monte à son tour à la tribune. Celui que les télévisions nous montrent, discret, pondéré comme un pharmacien de province, neutre de trop d'équilibre, retrouve devant la salle ses talents d'ancien avocat. Il martelle, se passionne. Sa voix, fluette et grésillante quand il parle doux, devient puissante et sonore. *« Nous n'engageons pas une opération survie, car nous ne sommes pas des mourants. Notre objectif, c'est un million de voix. C'est avec ces voix que François Mitterrand pourra vaincre. C'est le radicalisme qui rendra la République à la France. »*

Ces voix, le maire de La Rochelle compte les prendre chez les écologistes, chez les autres radicaux, et chez *« les esprits libres qui cherchent, selon la formule de Jean-Denis Bredin, méfiants à l'égard des dogmes, des catéchismes, des grand-messes et des grands prêtres »*.



René Billères et François Loncle n'ont pu convaincre Michel Crépeau.

Le message est reçu chez les écologistes. Brice Lalonde, qui n'a que 300 signatures, se déclare satisfait des prises de position du leader radical. Du côté des radicaux giscardiens, c'est l'échec. Quant aux autres, tous les autres, leur réponse ne sera donnée qu'au soir du premier tour. Ce sont eux en définitive qui détermineront si, oui ou non, 83 % des mandats d'un parti de 15 000 militants représente 3 % de l'électorat.

Jérôme BOUVIER

• **La reélection de Giscard d'Estaing** serait un *« désastre, le triomphe de l'immobilisme, en bref, un juin 1940 sous une autre forme »*, a déclaré Jean-Pierre Chevènement à Tours.

• **Arlette Laguiller a déclaré à Thiers** (Puy-de-Dôme) que de toute façon celui qui sera élu, mènera la politique des riches et des possédants. Arlette Laguiller a affirmé en outre, qu'elle détenait ses 500 signatures.

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Mercredi 4 mars :** Jean-Pierre Chevènement à l'Essec-Cergy-Pontoise ; Alain Bombard à Lille.

• **Jeudi 5 mars :** Pierre Mauroy dans les Bouches-du-Rhône ; Michel Rocard à Saint-Lô (Manche) et à Flers (P.-de-C.) ; Laurent Fabius à Metz (meeting et conférence) ; Alain Bombard à Troyes.

Communiqué

Le *Prolétaire de Clichy*, journal fondé en 1930 par Charles Auffray, député-maire de Clichy, fête son cinquantenaire.

Les manifestations se sont ouvertes le 1er mars avec un grand cross, qui a réuni plus de trois cents participants, suivi de l'inauguration *« Cinquante ans de socialisme »*, par R. Pontillon. Elles se prolongeront jusqu'au mardi 3 mars (20 h 30) avec une grande soirée : le groupe Imago, Leny Escudero, et l'intervention politique de Lionel Jospin.

De gauche à droite

Réunion des « premiers fédéraux » à Paris : « Faire marcher l'imagination. »

Samedi 28 février, les premiers secrétaires fédéraux du Parti socialiste se sont réunis à Paris pour mettre au point l'organisation de la campagne. Cette réunion s'est tenue en présence notamment de Paul Quilès, directeur de la campagne, Lionel Jospin, premier secrétaire, et François Mitterrand. Le candidat socialiste tiendra une vingtaine de grands meetings dans toutes les régions de France, dont le premier, samedi prochain, à Beauvais.

Lionel Jospin devait noter que Giscard d'Estaing avait dû revenir sur son premier calcul, qui était de se présenter le plus tard possible. Paul Quilès, de son côté, demandait aux responsables présents de *« faire marcher leur imagination »* et précisait que la campagne reposait sur la volonté d'*« une progression lente »*. Quant à François Mitterrand, il a rappelé qu'il ne voulait pas mener une *« campagne parcellisée »*. Répondant à l'argumentation du président sortant, il a dénoncé le *« désordre actuel, qui est un drame pour des millions de gens »*.

Les fonctionnaires voteront Mitterrand

Selon un sondage *IFOP-le Point*, 44,5 % des fonctionnaires voteront François Mitterrand au premier tour, contre 14,5 % pour Giscard. Ce sondage a été réalisé entre le 9 et le 20 février auprès de 1 658 fonctionnaires.

52 % des instituteurs, 49,5 % des professeurs et 36 % des agents des collectivités locales se prononcent pour le candidat socialiste.

Il n'y a guère que les militaires qui donnent 51 % de leurs suffrages au président sortant. Chirac ne recueille, lui, que 9,5 % et Georges Marchais 8,5 %.

Au second tour, François Mitterrand recueillerait 71 % des voix et Giscard 29 %.

PIERRE MAUROY ET LAURENT FABIUS REPONDENT A GISCARD ESTAING

Après l'entretien accordé par Valéry Giscard d'Estaing à Louis Pauwels, directeur du *Figaro Magazine*, Pierre Mauroy — porte-parole de François Mitterrand — note *« la suffisance avec laquelle il reprend le discours traditionnel contre les partis, lui qui a bâti de pièces et de morceaux un parti attrappe tout (...), docile instrument d'une ambition présidentielle programmée depuis vingt ans »*.

Quant à Laurent Fabius, secrétaire national du PS à la presse, il estime de son côté qu'*« il n'y a pas de plus grand désordre économique, social et moral que le chômage. M. Giscard d'Estaing en est le principal responsable. Il faut donc d'abord guérir la France de ce désordre-là »*. S'exprimant à France-Inter, il a ajouté que Giscard *« n'est pas au-dessus des partis, mais le chef d'un parti : l'UDF »*. Son seul « projet » se résume ainsi : *« Je suis au pouvoir, j'y reste. »*

TRIBUNE

Le régime du plus grand désordre

TOUS les parlementaires connaissent le recueil cocasse, régulièrement publié depuis les origines de la République, et qui réunit les professions de foi des députés actuellement en fonction.

Je ne saurai trop conseiller de relire — je l'ai fait récemment — celles de 1978. Au second tour, tous les députés RPR ou UDF ont usé des mêmes arguments : pas une proposition, pas un mot de programme, pas une idée, sauf le péril que représente la gauche, les chars russes place de la Concorde le lendemain d'une défaite de l'actuelle majorité, la confiscation immédiate des petites pensions, des petites maisons, et des petits jardins, et, dans l'inévitable désordre, le couteau des voyous sous la gorge des rentiers... Ils ne faisaient pas de détail. Mais il est vrai que cette imagerie les sert depuis un siècle et ne les sert pas si mal. Elle leur servira encore...

Valéry Giscard d'Estaing l'a compris. Et, après avoir beaucoup cherché, il a choisi son terrain. Faire peur, entretenir chez tous les citoyens la hantise de l'insécurité et du désordre, comme si ce régime n'était pas précisément celui du plus grand désordre — ce libéralisme sauvage où ne survit que le plus fort, le plus malin —, cette police détournée de son rôle et cette justice dégradée qui n'ont plus les moyens de prévenir la délinquance et ne peuvent que punir à grand spectacle quand le mal est fait.

De Gaulle disait : *« Moi ou le chaos. »* C'était déjà inacceptable, et pourtant c'était de Gaulle. Quand Valéry Giscard d'Estaing dit : *« Moi ou le désordre »*, qui pourrait le croire ?

Il *est* le désordre incarné. On entend, en coulisse, un rire grêle : c'est le spectre du prince de Broglie qui passait par là. Et toute la cour d'aristocrates, vrais ou faux, d'affaires et de femmes du monde qui entourent l'Etat, répétant en chœur : *« Seul Giscard peut nous épargner le pire. »* Le pire, pour eux, c'est la justice pour les autres, pour l'immense majorité de la population, pour les Français et les Françaises.

« Votez pour moi, sinon... », dit le monarque menacé qui doit paraître menaçant. Sinon quoi ? Que verrons-nous que nous n'ayons pas vu depuis sept longues années ? Y aura-t-il plus de chômage, plus d'inflation, plus de pauvreté ? La France sera-t-elle encore plus bas parmi les nations ? Y aura-t-il encore moins de liberté, encore plus de privilèges ?

Le pire, pour les Français et la France, c'est que la déshonorante comédie qui dure depuis sept ans se prolonge sept ans de plus. Mais Giscard a raison en un sens. Les Français ont peur : ils ont peur qu'il reste.

par Pierre GUIDONI *

(*) Membre du bureau exécutif du PS, député de l'Aude.

LES FEMMES ET LA POLITIQUE

«La femme, au foyer!»

Si le travail politise, le chômage ne dépolitise pas, au contraire

Ce sont les femmes qui maintiennent la droite au pouvoir. Cette idée acquise — et qui reposait effectivement sur une réalité — tend de plus en plus à être remise en cause. Parallèlement à leur insertion dans la vie économique et sociale, les femmes ont pris conscience de la nécessité du combat politique. C'est désormais à gauche qu'elles s'engagent. Et ce n'est pas le retour à la maison, imposé par le chômage, qui pourra désormais y changer quelque chose.

LE gouvernement renvoie les femmes dans leurs foyers, c'est un moyen simpliste pour résorber le chômage féminin (les femmes représentaient, selon les statistiques du ministère du Travail, 52,4 % des demandeurs d'emploi, en janvier 1981).

Monique Pelletier, ministre chargé de la Famille et de la Condition féminine, se préoccupe beaucoup des femmes à quelques semaines de l'élection présidentielle. Ce n'est pas un hasard. C'est une opération électorale qui repose sur un postulat : les femmes votent à droite et d'autant plus à droite qu'elles restent dans leurs foyers. La droite a donc intérêt à inciter les « ménagères » à le rester et celles qui ont tenté, par goût ou par nécessité, de sortir de chez elle, à y revenir.

Seulement voilà, les femmes ne se prêteront peut-être pas à ces manipulations. Une enquête sur l'insertion politique et sociale des femmes françaises après les dernières élections législatives, réalisée pour le CNRS par Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, remet en cause les idées reçues à ce sujet.

Le clivage existant, il y a peu de temps encore, entre les hommes qui s'occupent de politique et les femmes qui ne s'y intéressent pas, passe maintenant entre les femmes qui travaillent et celles qui restent au foyer.

La femme au foyer est-elle apolitique ?

La femme au foyer n'est pas concernée par la politique parce qu'elle se dit ou se croit incompétente. Il est évident que les femmes considérées, il y a trente-six ans encore, comme « incapables » politiquement et donc nonélectrices, ne peuvent combler un tel retard que progressivement. Les femmes au foyer, victimes d'un apolitisme dont elles ne perçoivent pas la raison d'être, votent pour l'essentiel au centre et à droite. On justifie cette tendance par un besoin de sécurité inné chez les femmes qui les empêcheraient de remettre en cause l'ordre établi.

N'est-ce pas là une constatation qui se prétend objective et qui en fait veut persuader les femmes au foyer à continuer de soutenir le gouvernement en place ? Que les femmes aient des difficultés à décrypter le langage politique c'est sûr, et les hommes ne feront rien pour s'exprimer plus clairement mais ne doit-on pas leur démontrer que, de la politique, elles en font tous les jours en tant que ménagères ?

Le ménage et la politique

La femme au foyer devrait faire bon ménage avec la politique. Elle est, la plupart du temps, le ministre des Finances de la famille et vit, à l'heure actuelle, la crise économique de l'intérieur. Mais, les ménagères françaises ne parviennent pas à se mobiliser sur des luttes de consommatrices.

Lorsqu'elles achètent ou qu'elles n'achètent pas de veau chez leur boucher, elles ne prennent pas souvent conscience qu'il s'agit là d'un acte politique.

Autre exemple, la mère de famille qui suit de près la scolarité de ses enfants subit les décisions du ministère de l'Education sans savoir réagir. Les associations de parents d'élèves ne regroupent généralement que des femmes sensibilisées politiquement et les tentatives d'insertion des mères dans l'école (déléguées de classe) rencontrent peu de succès.

Le travail politise

Les femmes au foyer ne sont pas des êtres apolitiques mais elles le croient encore.

Le comportement de la femme qui exerce une profession se rapproche de celui des hommes, le clivage n'est plus sexuel mais dépend des conditions socio-économiques.

L'enquête du CNRS révèle que les ouvrières sont les moins sensibles à la politisation par le travail ; elles ne se sentent pas plus habilitées à répondre à des questions politiques que les femmes d'ouvriers n'exerçant pas de profession.

Au contraire, les femmes cadres ou exerçant une profession libérale sont aussi politisées que leurs homologues masculins et participent autant, voire plus, à des actions politiques, elles n'émettent pas le même vote de droite mais choisissent une droite plus centriste et plus libérale.

Cependant, les femmes réalisent une meilleure insertion politique et sont le plus à gauche lorsqu'elles sont en situation privilégiée dans leur groupe social.

Ainsi, les ouvrières seront-elles plus politisées lorsqu'elles seront mieux intégrées au monde ouvrier, quand elles sont *« salariées de grandes entreprises et disposent de revenus qui sont ceux de la majorité de leurs homologues masculins ».*

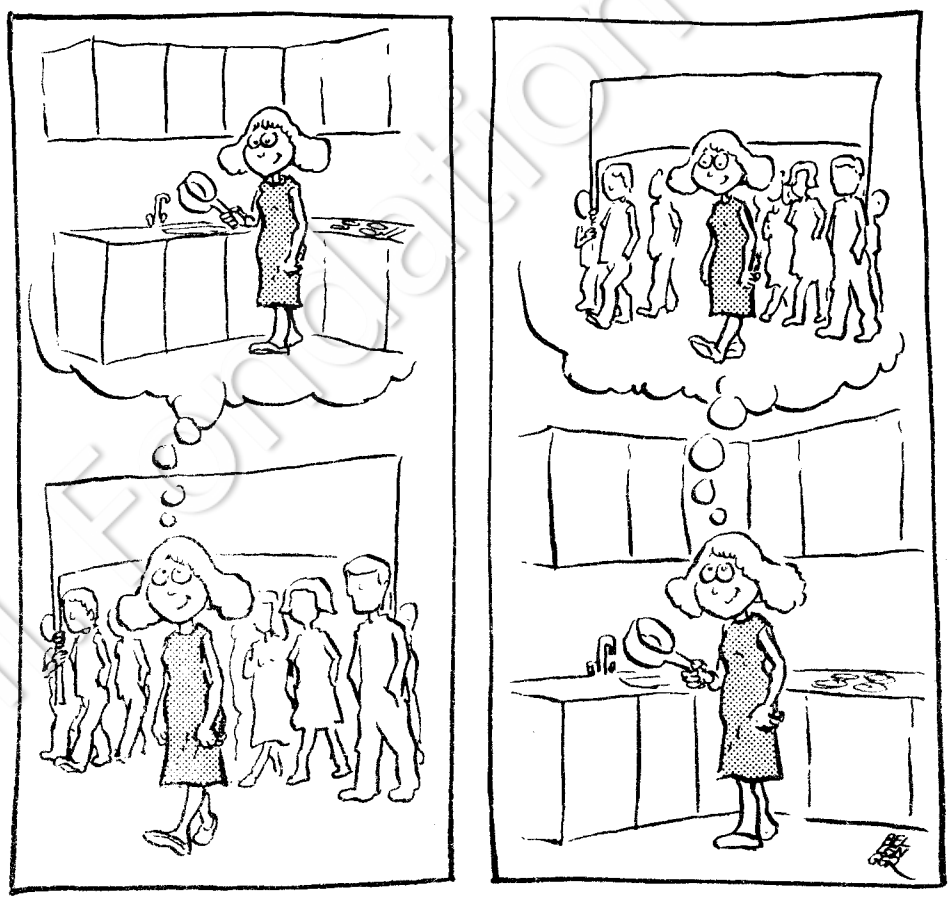
La femme ex-active

Le rapport de Janine Mossuz-Lavau et de Mariette Sineau nous apprend que les femmes qui ont eu, ne serait-ce que peu de temps, une expérience professionnelle, sont à distinguer des « vraies » femmes au foyer.

Le retour au foyer ne s'accompagne pas d'une dépolitisation. La femme qui, par le travail, a accédé à la connaissance politique ne peut l'oublier et même les conditions dans lesquelles elle aura perdu son travail seront autant de raisons pour une position plus radicale.

Les femmes ne parcourront pas le chemin difficile de l'accès à la politique en sens inverse. *« Le jour où presque toutes les femmes auront eu, au moins une fois dans leur vie, un rôle économique, le marais féminin n'existera pratiquement plus »*

Colette PARIS



TEMOIGNAGE

Silence, on tourne...

Peut-on être à la fois actrice, féministe et militante politique ? Autrement dit, peut-on à la fois faire rire et s'occuper sérieusement de la condition féminine ? C'est une question que l'on pose souvent à Marthe Mercadier. Certains vont même jusqu'à ajouter : *« Mais vous faites un métier d'homme. »* Sous-entendu : *« Et pourtant vous ressemblez toujours à une femme... »* Marthe Mercadier refuse ce genre de discrimination. Elle explique ici les raisons de son engagement.

« IL n'est rien de ce qui concerne la mise en scène de cinéma qu'une femme ne puisse faire aussi aisément qu'un homme, et il n'y a pas de raison qu'elle ne puisse maîtriser toutes les techniques de cet art. »

Celle qui prononça cette phrase s'appelait Alice Guy ; c'était en... 1890 ! Petite secrétaire auprès de Léon Gaumont, elle assistait parfois aux projections à ses côtés. Alors qu'elle s'étonnait un jour que les films de cette époque ne comportent pas d'histoire, elle reçut de son patron l'autorisation d'écrire et de réaliser, en 1886 — en dehors de ses heures de travail —, le premier scénario de l'histoire du cinéma. Par la suite, elle tourna près de cent cinquante films et fut, durant dix-huit années, la seule femme metteur en scène au monde.

Des « marginaux »

Alice Guy, qui connaît ce nom aujourd'hui ? Dans notre métier, nous avons également à souffrir de cette discrimination et il faut bien avouer que nous sommes souvent bien mal représentées, que ce soit au théâtre ou au cinéma. A l'exception de quelques rôles très forts, la majorité des auteurs écrivent surtout pour les hommes, les femmes n'apparaissant que pour montrer leurs beaux yeux.

Plantées là on ne sait trop pourquoi, nous sommes, selon le cas, amantes tourmentées, épouses bafouées, mères éplorées ou belles-mères abusives. Notre justification ? Servir de faire-valoir au « héros », seul être véritablement doué de raison, d'autonomie de geste ou de pensée.

Cependant, si l'on se souvient qu'au XV[e] siècle la majorité des troupes de théâtre étaient essentiellement masculines — les rôles féminins étaient tous tenus par des hommes —, nous serions presque tentées de remercier que l'on nous accepte.

Certes, notre situation a évolué ; mais nous restons dans l'esprit de beaucoup de gens des « marginaux », et nos revendications ne sont guère entendues en haut lieu. Pourtant, 85 % des gens du spectacle sont au chômage, et, à ce titre, nos préoccupations rejoignent celles de l'ensemble des travailleurs.

Nous devons, nous, les comédiennes, lutter pour obtenir des rôles intéressants, tout comme la majorité des femmes doit se battre pour qu'on leur confie des postes de responsabilité dans leur entreprise.

Rejoignez-nous

Bien sûr, les partis au pouvoir ne cessent de nous affirmer que cela va changer, qu'après les élections *« alors, nous verrons »*...

Mais nous ne les croyons plus, et ce n'est pas en donnant, au sein du gouvernement, une *« promotion »* à celles qui en faisaient déjà partie que nous reprendrons confiance. Nous ne nous laisserons pas abuser par cette manœuvre démagogique. Nous avons besoin de réformes profondes, tant dans les faits que dans les mentalités ; et, cela, seul un parti de gauche peut les obtenir.

Nous ne voulons pas être les travailleurs au rabais de nos employeurs ; nous ne voulons plus être, à la maison, les responsables uniques de la bonne marche du foyer. Nous ne nous battrons pas contre les hommes. Nous luttons contre un état d'esprit qui s'est développé depuis des siècles et dans lequel les hommes souvent continuent d'être entretenus. Nous souhaitons, avec eux, prendre en main certains pouvoirs de décision afin de partager les plaisirs comme les ennuis de la vie communautaire.

Le mouvement des femmes est de plus en plus fort. Nous devons, nous allons aboutir. Le Parti socialiste, en organisant la première convention féminine, en créant un secrétariat national féminin, montre qu'il prend toute sa place dans la lutte pour que soient reconnues nos libertés et modifié nos statuts.

Rejoignez-le, rejoignez-nous.

par Marthe Mercadier

A la convention nationale du Parti socialiste

François Mitterrand lance un appel aux agriculteurs

François Mitterrand a lancé, samedi 28 février à Paris lors de la convention nationale extraordinaire sur l'agriculture, un appel au redressement dans le monde rural.

Dans son discours de clôture, le candidat socialiste à la présidence a défini les grandes lignes de la politique qu'il entend mener en cas de victoire. Elle s'articule autour de douze mesures.

L'agriculture française connaît une crise profonde. S'il y a des agriculteurs dont la situation est prospère, il y en a un nombre toujours croissant qui, prisonniers des charges d'endettement et des contraintes des techniques de production, connaissent une baisse importante de leur revenu et de leur pouvoir d'achat.

Pour sortir de cette crise, le Parti socialiste a réaffirmé sa volonté d'entreprendre des réformes décisives pour établir un véritable *« statut des agriculteurs ». « Nous ne proposons pas le collectivisme »*, a souligné Bernard Thareau, délégué national à l'agriculture. Toute la journée, les nombreux intervenants n'ont cessé de dénoncer la politique agricole giscardienne et de débattre du projet socialiste pour l'agriculture.

« *La tradition agraire du socialisme est ancienne et bien ancrée* », a rappelé Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, en ouvrant cette convention nationale sur l'agriculture. Même si elles ont été « *détournées de leur sens* » par une « *droite qui entretient le monde rural dans l'isolement et le corporatisme* », beaucoup de grandes réformes agricoles ont pour origine le Front populaire, a ajouté le premier secrétaire du PS.

Plus de deux cents amendements ont été examinés par la commission des résolutions avant qu'elle ne présente sa proposition qui a été adoptée à l'unanimité moins quatre abstentions. Plusieurs chapitres seront ainsi ajoutés au texte initial, notamment sur l'aménagement rural, la régionalisation et l'agriculture, la recherche, l'agriculture de montagne ainsi que celle de la façade méditerranéenne, la réforme de la Politique agricole commune (PAC)...

De son côté, Bernard Thareau a su mettre l'accent sur les travaux de la commission agricole au sein du parti. « *Le monde agricole évolue lentement, mais sûrement vers le socialisme car les propositions du PS sont crédibles,* insista-t-il. *Ce ne sont pas des rustines.* » Dénonçant la politique agricole giscardienne qui avait acculé certains exploitants à la faillite, Bernard Thareau a souligné que les propositions du PS visaient à définir un « statut des agriculteurs ». « *Ce que nous voulons,* a-t-il précisé, *c'est développer un type d'exploitation familiale de type artisanal et associatif.* »

Décochant ses critiques les plus acerbes contre François Guillaume, président de la FNSEA, et le pseudo-apolitisme de la principale organisation syndicale agricole, Bernard Thareau a condamné sans nuance la politique menée à l'égard des pays en voie de développement. « *A « l'arme du blé » de Kissinger et à « l'OPEP alimentaire » de Debatisse, les socialistes disent non.* »



François Mitterrand, avec à sa gauche Bernard Thareau : « ***Faire de l'agriculture une arme de paix.*** » (Photo F. Pitchal)

Pierre Joxe, président de la commission agricole au PS, a dénoncé également le « hâbleur et le tricheur qui préside la FNSEA » et déclaré qu'il « *n'est plus possible, sans que la démocratie soit en danger, qu'une organisation s'attribue le monopole de la représentation des agriculteurs* ».

Intervenant à la fin de la convention, François Mitterrand a brossé la situation de l'agriculture française telle qu'elle résulte des chiffres officiels. « *Le nombre des exploitations,* a déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle, *a diminué à un rythme annuel moyen de 2,5 %. En dix ans, un quart des exploitations a disparu. La superficie moyenne est passée de 18,8 ha en 1970 à 23,4 en 1980. Sur trois exploitations recensées, deux seulement peuvent être qualifiées d'exploitation à temps complet, ce qui signifie qu'un agriculteur sur trois va chercher un complément de travail ailleurs.*

»*Or,* a souligné François Mitterrand, *l'agriculture française évolue et se modernise rapidement ; sa productivité progresse au rythme de 10 % par an depuis trois ans. Pourtant, le revenu des agriculteurs a diminué de 6,2 % en 1980, après une lente dégradation depuis 1976 (— 0,4 % par an).* »

Le candidat socialiste a alors présenté les grandes lignes de sa politique agricole. Trois objectifs et douze mesures en forment l'armature (voir ci-contre).

En conclusion, François Mitterrand a rappelé que les socialistes, qui avaient été « *les promoteurs de grandes réformes telles que l'Office du blé, mis en place par Léon Blum, et le statut du fermage et du métayage de Tanguy-Prigent, ont la volonté de réaliser deux grandes ambitions nationales* » :

— Défendre l'exploitation familiale, sa promotion, sa prospérité et maintenir la population active ;

— Mettre l'agriculture française et européenne au service des peuples afin de réduire la faim dans le monde.

« *Nous ferons de l'agriculture une arme de paix,* a-t-il dit. *La France est riche de son agriculture, mais elle laisse dépérir ses agriculteurs.* » Aussi, pour ne pas sacrifier ce potentiel, qu'il a qualifié de « *considérable* », à des intérêts à court terme, François Mitterrand a appelé à un redressement national, notamment en agriculture.

Jean-Paul GEAI

Douze mesures pour redresser l'agriculture

• **Premier objectif :** mobiliser l'opinion pour que le gouvernement français résiste à ses partenaires européens et obtienne les 15 % sans lesquels l'agriculture nationale se viderait de sa substance. François Mitterrand a ajouté qu'il serait « *inacceptable que les prix agricoles ne soient pas soutenus au niveau fixé, comme ce fut le cas en 1980 : le vin à moins de 14 %, le mouton à moins de 18 %.* Il faut, a-t-il dit, *que la négociation européenne se termine en avril prochain, et assortir l'augmentation justement demandée par les agriculteurs de la suppression définitive des montants compensatoires dus à l'initiative de M. Giscard d'Estaing, pratiqués par M. Chirac et perpétués par M. Barre* ».

• **Deuxième objectif :** appliquer strictement le traité de Rome sous sa triple exigence, préférence communautaire, solidarité financière, unité des prix et des marchés. Dénonçant la désorganisation totale de l'« Europe verte » et de la pratique communautaire, le candidat à la présidence qui ne s'est déclaré favorable à un élargissement du marché commun agricole que « *si sont respectés les préalables posés par les socialistes* », a lancé cet avertissement : « *Le laisser-aller, le jeu des influences souvent extérieures à la Communauté, le manquement aux règles du traité, risquent de remettre en cause l'institution elle-même. Il est temps que les organisations du marché existantes offrent de véritables garanties aux producteurs de viandes, de fruits et de légumes, aux horticulteurs, aux viticulteurs, comme elles l'ont fait, dans des conditions à parfaire, pour les céréales et le lait. Il est temps que ces garanties soient étendues aux secteurs oubliés : matières grasses, pommes de terre, alcools* », a déclaré François Mitterrand qui souhaite que, pour les uns comme pour les autres, soient « *institués les offices européens de régulation du marché* » comme il les préconise sur le plan national.

• **Troisième objectif :** mettre en œuvre, dans le cadre d'une politique socialiste, une série de douze mesures propres, d'une part, à revaloriser et garantir le revenu agricole, d'autre part, à prendre en compte les besoins essentiels des agriculteurs.

1. Des prix garantis à la production. « *Cela ne sera possible,* a précisé François Mitterrand, *que par la fixation de prix garantis par produits ou groupes de produits tenant compte des coûts de production et du travail.* » Ces prix seront assurés dans le cadre du quantum, c'est-à-dire de quantités au-delà desquelles ils seront soumis aux règles du marché.

2. Une organisation de marchés par office de produits ou groupes de produits, c'est-à-dire des structures décentralisées, aptes à remplir leur mission par des moyens financiers adaptés. Le candidat à la présidence réclame la réforme des « interprofessions » mises en place par le pouvoir (CNIEL pour le lait, ONIBEV pour la viande, ONIVIT pour le vin) et qui se soldent toutes par des échecs.

3. La lutte contre la spéculation foncière par la création d'offices fonciers cantonaux que géreront les agriculteurs eux-mêmes.

4. Le respect du statut du fermage et la limitation des cumuls afin d'abaisser les dépenses d'installation et les charges d'exploitation. La création de baux de carrière pour assurer la sécurité de l'exploitant et de sa famille.

5. Le développement de la recherche agronomique et biologique et de l'industrie agro-alimentaire nationale en coopération avec les organisations professionnelles de l'agriculture.

6. La production des consommations intermédiaires (engrais, protéines).

7. La réorganisation des circuits de distribution.

8. L'extension aux agriculteurs des avantages sociaux reconnus aux autres travailleurs. Toute référence à une surface minimale d'exploitation pour l'application du régime social agricole sera supprimée.

Les femmes d'agriculteurs bénéficieront d'un statut de travailleuse à part entière, consacrant leur égalité de droits sociaux et de droits financiers sur l'exploitation. Un effort particulier sera engagé pour l'instruction et la formation des enfants d'agriculteurs leur offrant des conditions de vie et de culture comparables à celles des citadins. Le doublement de l'aide à leur installation sera décidée.

9. La remise en chantier de l'assiette de cotisations sociales, afin que celle-ci ne repose plus sur l'injuste revenu cadastral, mais épouse la situation réelle de l'exploitation.

10. L'allégement du trop lourd endettement des charges que l'encadrement du crédit fait peser sur l'exploitation agricole. Réorientation des activités du Crédit agricole vers l'agriculture, l'artisanat et la vie rurale.

11. Le réaménagement de l'espace rural en s'appuyant sur la décentralisation régionale et locale.

12. L'incitation au développement du mouvement coopératif agricole.



Une exploitation familiale de type artisanal et associatif. (J. Pavlosky/Sygma)

Désintoxiquer la Sécurité sociale

❶ Ne tirez plus sur la «Sécu»



Un déficit sans commune mesure avec le budget de l'Etat. (François Lochen-Gamma).

Sur leur feuille de paye de février, les salariés ont vu leurs charges sociales diminuées de 1 %. C'est en effet au 1er février que les pouvoirs publics avaient promis de supprimer la cotisation exceptionnelle de 1 % pour l'assurance-maladie imposée en juillet 1979.

Si son application pendant dix-huit mois a permis à la Sécurité sociale de dégager un excédent de 8,3 milliards de francs, l'exercice en cours devrait se solder par un nouveau déficit.

Le système de protection sociale des Français est la cible favorite du gouvernement et du patronat. Une belle entreprise d'intox menée contre la « Sécu ». Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série de trois articles.

LA Sécurité sociale a besoin d'une sérieuse cure de désintoxication. Pas au sens où l'entendent Raymond Barre et le patronat. Mais pour annihiler les effets de l'intox menée depuis quelques années contre la protection sociale. Qui ne sait, ou ne doit savoir aujourd'hui que la « Sécu » coûte trop cher aux Français, qu'elle empêche les entreprises d'investir et de recruter et que, finalement, elle est l'une des causes du chômage ?

Mais, élections obligent, le réquisitoire s'est fait plus discret ces derniers mois. Le gouvernement s'est bien gardé de crier sur tous les toits que les experts de la Commission des comptes de la Sécurité sociale prévoient un déficit de 3,2 milliards cette année. Et pour cause : il tenait absolument à supprimer la cotisation exceptionnelle de 1 % imposée en juillet 1979 aux seuls salariés.

Il est donc curieux de constater que ceux-là mêmes qui, il y a quelques mois encore, criaient haro sur la Sécurité sociale, s'efforcent de maquiller les chiffres. Un exemple : de 1979 à 1980, selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, le rythme d'augmentation des dépenses maladie est passé de 16,2 % à 16 %. Quand on pense aux ambitions affichées par Jacques Barrot et Jean Farge il n'y a pas de quoi s'extasier sur cette performance. Les intéressés eux-mêmes n'en sont sans doute pas très fiers qui ont pris quelque liberté avec la statistique. Sous leur plume, le rythme annuel d'augmentation est passé de 19,4 % à 16 % dans cette période. Pour arriver à ce résultat ils ont tout simplement fait leurs comptes non sur la seule année 1979, mais en ajoutant le dernier semestre de 1978. Mais ils se sont bien gardés de révéler ce stratagème.

La santé ou la voiture

Il leur aurait fallu admettre que la politique d'indexation rigide des dépenses de Sécurité sociale sur le PIB a été un échec. Le rythme des dépenses de Sécurité sociale a été en 1979 de 1,5 % plus rapide que la croissance du PIB, de 0,9 % l'an dernier et cette année il sera de 2 %.

On ne saurait s'en attrister. La mesure de l'échec montre bien à quel point la prétention était excessive, voire grotesque. Pour chaque Français, la Santé a toujours constitué une priorité. Vouloir l'indexer sur l'augmentation de la richesse aurait abouti, par exemple, à faire évoluer les dépenses de Santé moins vite que celles qui sont consacrées à la voiture.

Cet échec montre aussi que la protection sociale coûte cher. L'an dernier les dépenses de Sécurité sociale auront été de 516 milliards de francs. Avec l'indemnisation du chômage, cela fait un chiffre de l'ordre de 550 milliards de francs. Plus que le budget de l'Etat.

Le fait que ces masses soient comparables permet aussi de relativiser toutes les affirmations sur la « Sécu ». Ainsi, la Sécurité sociale a été en excédent de 8,3 milliards de francs l'an dernier qui, il est vrai, a constitué un exercice exceptionnel. Pour cette année, on s'attend à un déficit de l'ordre de 3 milliards... entre dix et vingt fois moins que le déficit du budget de l'Etat. Le meilleur économiste de France ferait mieux, dans ces conditions, de surveiller ses propres finances que celles du voisin.

De même, si la politique qu'il mène n'avait pas de telles conséquences sur l'emploi, le problème de la Sécurité sociale serait réglé. Selon les experts du Plan, le manque à gagner dû au chômage est de l'ordre de 30 milliards de francs. Et les perspectives sont très mauvaises. Un groupe de travail réuni dans le cadre du Commissariat au Plan autour d'un conseiller d'Etat soulignait l'an dernier que si le gouvernement renonçait à augmenter les cotisations, il lui faudrait d'ici à 1985 régler une « addition » de 132 milliards de francs.

En dépit de ces quelques chiffres, la situation n'est pas aussi tragique que le gouvernement l'affirme. D'abord, on l'a vu, le déficit de la Sécurité sociale — quand déficit il y a — est sans commune mesure avec le budget de l'Etat. Ensuite, il ne faut pas perdre de vue que la Santé faisait vivre en 1975 1 127 000 personnes et que son « personnel » augmentant chaque année de 6 %, jusqu'au Plan Barrot, ce qui n'est pas commun dans cette période de crise. Enfin, contrairement à ce qu'affirme le patronat, les prélèvements obligatoires ne pénalisent pas les entreprises par rapport à la concurrence étrangère. Au contraire. Un rapport d'experts du Plan, qui n'a pas été rendu public, souligne que « le niveau du « prélèvement obligatoire » était en *1975* légèrement inférieur en France à celui de la moyenne de la CEE, nettement inférieur à celui des Pays-Bas, du Danemark et de la Belgique, voisin de celui de la RFA et de la Grande-Bretagne ». Ces données n'ont pratiquement pas changé depuis.

L'examen des seules dépenses et recettes à caractère social conduit à des conclusions identiques. **L'effort social français (23,9 % du PIB en 1977) est même légèrement inférieur à la moyenne de la CEE. Si un problème se pose, c'est au niveau de la contribution de l'Etat. Elle est de l'ordre de 19 % en France contre 29 % en Allemagne et 39 % en Grande-Bretagne.**

Alors, de grâce, ne tirez plus sur la Sécu !

Alain ECOUVES

• Prochain article : Les vaches à lait.

La Sécurité sociale dans les pays de la CEE

Indicateurs de protection sociale *(source : Eurostat)*

		R.F.A.	France	Italie	Pays-b.	Belgique	Luxemb.	Royaume-Uni	Irlande	Danemark
1. Dépenses										
• aux pris de 1975	1970	64,223	42,979	24,545	11,542	7,673	0,276	27,326	0,714	5,067
(mrd UCE)*	1976	96,552	66,092	36,306	19,701	12,950	0,466	37,948	1,307	8,110
• en % du produit intérieur	1970	21,4	19,2	20,0	20,8	18,5	16,6	16,4	13,2	19,9
brut (PIB).	1976	27,4	23,1	23,8	28,5	25,3	24,6	19,8	19,2	26,7
• par habitant aux	1970	1.060	850	490	890	790	810	490	240	1.020
prix de 1975 (UCE)	1976	1.570	1.250	660	1.430	1.320	1.320	680	410	1.600
2. Prestations										
• Pr. en % du revenu	1970	23,3	20,3	19,7	21,9	19,1	19,7	17,9	13,2	21,3
national net disponible	1976	30,1	24,8	24,7	30,4	25,9	24,8	21,6	19,3	29,1
• Pr. «maladie» par	1970	170	130	70	140	100	80	90	50	170
habitant à prix	1976	500	360	150	480	350	350	170	150	540
courants (UCE)										
• Pr. «Famille» par	1970	230	350	160	230	–	250	120	80	390
enfant de moins de	1976	730	736	240	660	–	–	260	150	910
15 ans à prix										
courants (UCE)										
• Pr. «vieillesse»	1970	900	900	760	1.110	880	–	780	380	1.210
par personne de 60 ans	1976	2.390	2.610	1.070	3.210	2.880	–	1.510	900	2.830
ou plus, à prix										
courants (UCE)										

(*) 1 UCE (unité de compte européenne) = 5,35 FF.

Les dépenses de Sécurité sociale dans les pays de la CEE représentaient en 1976 (derniers chiffres connus) entre 19,2 % du PIB national, en Irlande et 28,5 % aux Pays-Bas. La France, avec 23,1 %, se plaçait en septième position, à une place légèrement inférieure à la moyenne de la CEE. (Source : Intersocial, N° 47, mars 1979.)

LUTTES

• Le comité régional d'action viticole du Languedoc a annoncé, samedi 28 février, des actions d'ici à la fin du mois de mars pour protester contre la baisse du revenu des agriculteurs. Dès à présent, il entend manifester le 7 mars lors de la venue à Montpellier de Pierre Mehaignerie, ministre de l'Agriculture.

• Le syndicat CFDT de transfusion sanguine du Val-de-Marne (hôpital Henri-Mondor) appelle à une grève de vingt-quatre heures le mardi 3 mars. Il entend protester contre *« les dix licenciements autorisés par le ministre du Travail dans un service de santé où déjà le personnel est insuffisant »*.

• Le SMIC a été revalorisé de 2,8 % le 1er mars. Il passe ainsi de 14,79 F de l'heure à 15,20 F. Pour 174 heures de travail, le SMIC atteint désormais 2 644,80 F, et 2 573,46 F pour 173 heures un tiers. Le salaire minimal garanti qui sert de base au calcul de certaines prestations sociales passe, lui, de 8,99 F à 9,24 F.

UGICT : les cadres luttent

Le syndicalisme d'action trouve une audience croissante chez les cadres qui refusent de plus en plus de *« jouer le rôle d'instrument répressif et d'aggravation des conditions de travail des employés et des ouvriers »*, affirme l'Union générale des cadres, ingénieurs et techniciens CGT (UGICT).

Tel est en effet, selon l'UGICT, ce qui ressort du premier bilan des « journées-témoignages » qu'elle a organisées les 24, 25 et 26 février.

Au cours de ces réunions, des cadres, représentant quelque quatre cents entreprises, ont témoigné *« d'importants succès revendicatifs obtenus par les luttes »*, déclare l'UGICT, aux Chantiers de La Ciotat, aux PTT, à Naphtachimie, chez Gervais-Danone, ou encore à Renault-Véhicules industriels (RVI) à Vénissieux. Les principales revendications des cadres venus témoigner sont, selon l'UGICT, le maintien du pouvoir d'achat, la lutte contre la précarité de l'emploi, ainsi que la transformation des rapports sociaux dans l'entreprise.

L'emploi des journalistes se détériore

Six cents à sept cents cartes de journaliste sont distribuées chaque année. Une sur quatre seulement l'est à des élèves diplômés des écoles reconnues par la profession. C'est faire un mauvais sort à la profession en favorisant la cooptation, signale la Commission nationale paritaire de l'emploi des journalistes dans son rapport annuel.

Notre argent les a intéressées

Comment les banques françaises ont contourné l'encadrement du crédit au nez et à la barbe de la Banque de France

PLUSIEURS banques françaises, et non des moindres, ont réussi en 1980 à contourner en partie l'encadrement du crédit, et ont fait l'objet de « remontrances » de la part de la Banque de France. L'affaire est restée jusqu'à maintenant confinée au monde bancaire (nous croyons savoir que le ministère de l'Economie n'était pas au courant).

Le mécanisme du contournement est le suivant : les banques ont été autorisées à émettre dans le public des obligations, et, avec cet argent récolté, à faire des prêts au-delà des montants autorisés par l'encadrement du crédit. L'argument était que puisque ces prêts étaient faits avec de l'argent puisé dans le public, donc avec de la monnaie déjà créée, ils ne se traduisaient pas par des créations monétaires nouvelles ; ils n'avaient donc pas à être pris en compte dans les quotas autorisés par l'encadrement du crédit.

En principe, et toutes choses égales par ailleurs, l'argument est fondé. A condition, toutefois, que les obligations en question soient souscrites réellement par le public, et non par d'autres banques. Si d'autres banques achètent ces obligations, elles ont la possibilité de se refinancer sur le marché monétaire, ce qui peut se traduire par des émissions supplémentaires de monnaie, surtout si ces banques sont des établissements financiers spécialisés par exemple des maisons de réescompte, non visés par l'encadrement du crédit. Dans ce cas, l'encadrement est bel et bien tourné au nez et à la barbe de la Banque de France.

Or, nous avons de fortes raisons de penser que plusieurs banques ont utilisé à cette fin de tels établissements figurant parmi leurs filiales, leur faisant souscrire une partie des obligations qu'elles émettaient. Interrogées par nous, les « autorités monétaires » reconnaissent d'ailleurs qu'il en a bien été ainsi.

Toutefois, les « autorités monétaires » affirment que si fraude il y a eu, elle a été fort minime. Il nous semble pourtant qu'une enquête plus approfondie mériterait d'être menée. En effet, d'après les statistiques établies par le Crédit lyonnais lui-même, le montant total des obligations dites « classiques » — celles dont nous parlons ici — est passé de 8,8 milliards de francs en 1979 à 16,6 milliards de francs en 1980. Ce quasi-doublement en une seule année est tout de même bien étrange. Parmi les grands responsables de cette formidable augmentation, on trouve, toujours d'après les mêmes statistiques :

— la Banque nationale de Paris : 1 850 millions de francs d'obligations émis en 1980, contre zéro en 1979 ;

— la Caisse centrale des banques populaires : 700 millions de francs émis en 1980, contre 200 millions en 1979 ;

— le Crédit lyonnais : 1 800 millions en 1980, contre 500 en 1979 ;

— la Caisse centrale de crédit mutuel : 1 130 millions en 1980, contre 500 millions en 1979.

Affaire à suivre...

Philippe SIMONNOT



TRIBUNE

Une mise au point utile

par Alain Busnel,
membre du secrétariat national

A la suite des récentes critiques dont le plan socialiste pour l'automobile a fait l'objet, et notamment de la fédération CGT des métaux, il semble que le plus simple soit de s'adresser à la source et de prendre directement connaissance du texte de notre plan.

Le PS n'a jamais fait d'une négociation internationale le préalable à la réduction du temps de travail, dont le manifeste de François Mitterrand a fait au contraire la toute première priorité. Mais il est bien évident que la lutte pour les trente-cinq heures est un objectif commun aux travailleurs de l'Europe et que des initiatives doivent être prises en ce sens.

Le PS n'a jamais annoncé « sans autres précisions » l'idée d'« harmoniser les politiques sociales entre Renault et Peugeot ». A l'inverse, le texte stipule que « *l'unification doit se faire par alignement sur les statuts les plus favorables (statuts de la Régie Renault) pour les travailleurs* ». Qui pourrait douter que la CGT ne soit pas favorable à cette mesure pour peu qu'elle en ait connaissance ?

Le PS préconise effectivement un rapprochement entre Renault et Peugeot car il y va de la survie de nos deux constructeurs. Refuser l'aide de l'Etat à Peugeot, c'est le précipiter dans les bras des capitaux japonais ou américains. Ce serait ouvrir la porte à la concurrence la plus dangereuse, lui faire une place chez nous, lui livrer un réseau. Pour autant, le PS a clairement précisé que tout l'argent public versé le serait sous forme de prise de participation dans le capital (à un niveau suffisant lui permettant d'appliquer sa politique) car il se refuse à ce que le moindre centime d'argent des contribuables aille en cadeau aux familles Peugeot et Michelin. C'est aussi pour cette raison qu'il se refuse à la coûteuse indemnisation que nécessiterait une nationalisation, par ailleurs non nécessaire, pour imposer à la direction de PSA une politique conforme aux intérêts de la nation.

Au plan européen, la position socialiste est également très explicite. Priorité au pôle automobile national mais aussi ouverture sur l'Europe, qui absorbe le tiers de notre production : recherche d'accords réglementaires et de possibilités d'accords industriels, notamment pour pouvoir fabriquer en France des organes de véhicules étrangers.

Enfin, le PS a bien précisé que « *le contrôle des travailleurs sur la restructuration de la production est une priorité* ». La CGT aurait donc intérêt à bien étudier le plan socialiste. Cela lui permettrait de bien mesurer l'importance des solutions que nous apportons. Cela permettrait aussi d'engager un débat positif avec cette organisation syndicale pour améliorer ici ou là ce plan, seule réponse actuellement proposée par des responsables politiques, mais dont personne n'a jamais prétendu qu'il était arrivé à son point final de perfection.

LISEZ-NOUS
ECRIVEZ-NOUS
ABONNEZ-VOUS

Femmes et travail

Les femmes européennes n'ont pas tellement conscience d'être victimes de discrimination

SEULES quatre millions de femmes s'estiment désavantagées par rapport aux hommes dans leur vie professionnelle sur les 30 millions qui travaillent dans les pays de la Communauté (Grèce exclue).

C'est l'un des enseignements d'une enquête menée pour le compte de la commission « ad hoc » pour les droits de la femme du Parlement européen. 3 400 femmes au travail ont été interviewées entre le 12 juin et le 18 juillet dernier. L'échantillon excluait au départ les femmes demandeurs d'emploi et celles qui n'exerçaient pas d'activité professionnelle.

Yvette Roudy, présidente de la commission et membre du groupe socialiste, a rappelé qu'à l'origine de cette enquête, se trouvait l'initiative du club Femme 2 000. En octobre 1979, Femme 2 000 avait entrepris de diffuser largement un questionnaire-enquête de dix questions choc sur les discriminations que vivent les femmes dans le travail.

C'est en Allemagne que les femmes ont le plus conscience d'être désavantagées en raison de leur sexe, et en Angleterre qu'elles s'imaginent être le moins victimes de discrimination. Un résultat à rapprocher d'une autre donnée : c'est en Allemagne que l'univers de travail est le moins féminin, et en Angleterre qu'une fraction notable de femmes vivent dans un univers quasi féminin. Les priorités d'action : les salaires et l'embauche, à égalité, puis la promotion, et la formation.

BREF

• **Le syndicat national CGT** du personnel de l'ONIC (Office des céréales) demande l'ouverture dans la CGT d'un débat démocratique sur l'orientation de la direction confédérale par rapport à l'élection présidentielle.

Il s'est, pour sa part, prononcé sans ambiguïté, dès son congrès de décembre 1980, pour un appel à battre la droite lors de cette élection, en estimant qu'il s'agissait là d'une condition nécessaire — quoique non suffisante — pour aboutir à des changements profonds.

Le syndicat de l'ONIC indique que, malgré la proximité de l'échéance électorale, il n'a pas encore reçu de réponse du bureau confédéral à sa demande, formulée le 7 février dernier, de publication dans *le Peuple*, organe officiel de la CGT, d'un texte critique sur les prises de position récentes de la direction confédérale.

313 licenciements chez Luchaire à Messei (Orne)

CHÔMAGE technique et licenciements à la chaîne dans l'Orne chez les sous-traitants de l'automobile. La région de Flers est particulièrement touchée.

Le comité d'entreprise des établissements Luchaire, établis à Messei, s'est entendu confirmer 313 licenciements. Ceux-ci font suite aux 113 mises en pré-retraite prononcées en septembre 1980.

L'activité de Luchaire-Messei est liée pour 90 % à l'automobile. L'établissement travaille pour le groupe PSA, pour Renault. Il fabrique, entre autres, des pots d'échappement.

A Messei, les effectifs employés dans la sous-traitance automobile se rétrécissent chaque jour. Luchaire employait 2 099 salariés en 1977, 1 800 en 1980, et l'on s'achemine vers un chiffre de 1 300 employés pour la fin de l'année.

L'établissement Luchaire de Messei ne constitue pas un cas isolé. Le groupe Luchaire emploie 9 000 personnes réparties entre 26 usines. Elles travaillent pour l'armement, l'aéronautique, l'électronique, l'agro-alimentaire, et, bien sûr, l'automobile.

Depuis juillet 1980, ce sont plus de 700 personnes qui ont perdu leur emploi. Aux licenciements de Messei sont venus s'ajouter 210 licenciements à Evreux, et une centaine à Crézancy.

La direction explique que ces mesures sont dictées « *par le souci d'adapter les structures de l'entreprise à la situation et de rétablir son équilibre financier après la réduction ou l'arrêt de certains marchés* ».

Avec une progression de plus de 15 %, l'Orne, et la région de Flers en particulier, a le triste privilège de se placer dans le peloton de tête des régions les plus touchées par le chômage.

Les risques de vietnamisation s'accentuent

Des conseillers américains arrivent à El Salvador

Les Etats-Unis s'engagent de plus en plus profondément en Amérique centrale. Tout en renouvelant leurs avertissements à Cuba et au Nicaragua, accusés de fournir des armes aux révolutionnaires salvadoriens, les Américains envoient un nouveau contingent de conseillers militaires à El Salvador.

LE général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, a lancé vendredi un sévère avertissement à Cuba, dont les activités ont atteint, a-t-il dit, *« un point culminant qui n'est plus acceptable »*.

Le général Haig, qui s'adressait à la presse après deux heures d'entretiens avec le secrétaire au Foreign Office, lord Carrington, a réaffirmé que les Etats-Unis comptaient *« régler à la source »* ce qu'il a qualifié d'*« interventionnisme organisé et orchestré de l'extérieur »* au Salvador.

Dépassant le stade des avertissements, les Etats-Unis ont envoyé samedi six « techniciens » des forces navales américaines à El Salvador.

Ces « techniciens » font partie d'un contingent de vingt-cinq à trente conseillers militaires américains appelés à rejoindre les dix-neuf déjà présents à El Salvador, selon des chiffres officiels. Ils seront chargés d'*« entraîner leurs collègues salvadoriens au fonctionnement et à l'entretien de vedettes de patrouille, ainsi qu'aux tactiques d'interception de navires transportant de l'armement »*, a-t-on indiqué de source proche du Pentagone.

William Dyess, porte-parole du département d'Etat, a affirmé samedi que *« le personnel militaire américain ne participerait pas aux combats contre les forces de la guérilla »*. Un haut fonctionnaire de ce département a déclaré de son côté qu'il ne fallait pas s'attendre à *« des envois massifs d'armes ou de conseillers militaires à El Salvador »*. Il a toutefois ajouté qu'une série d'options faisaient l'objet d'une *« étude attentive »* et qu'*« aucune possibilité ne pouvait être écartée »*.

Aide suspendue

« Le gouvernement américain a décidé de supprimer son aide au Nicaragua », a affirmé dimanche à Washington le sénateur républicain Jesse Helms, influent leader conservateur et président de la sous-commission sénatoriale pour les affaires interaméricaines.

Jusqu'à présent, l'aide américaine au Nicaragua n'était que suspendue. Outre 15 millions qui n'ont pas été versés sur un total de 75 millions, elle prévoyait également un contrat de vente de blé d'une valeur de 9,6 millions de dollars.



Le général Alexander Haig (à gauche) a convaincu Jean François-Poncet sur la politique américaine à El Salvador. (Photo Pénélope Presse/Gamma)

A Santiago du Chili, le général Vernon Walters, envoyé personnel du président Reagan, a tenu un langage identique au cours d'une tournée « d'explication » en Amérique latine.

Il a laissé entendre dans la capitale chilienne, où il s'est entretenu avec le général Augusto Pinochet, que *« les Etats-Unis n'ont pas exclu l'éventualité d'une solution militaire, même provisoire »*.

A Panama, deux dirigeants du Front Farabundo Marti de Libération nationale (FMLN), Fernan Cienfuegos et Joaquin Villalobos, ont participé dimanche à une réunion avec Bernt Carlson, secrétaire général de l'Internationale socialiste (IS), a annoncé l'Agence indépendante de presse (AIP) à San José.

Carlson préside une réunion de l'Internationale socialiste à Panama, consacrée au conflit salvadorien. La rencontre s'est déroulée dans un *« climat de fraternité et a permis de dégager des vues communes sur la nécessité de mettre fin aux effusions de sang à El Salvador, sur la base des principes fondamentaux des forces démocratiques et révolutionnaires de ce pays »*.

De son côté, le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a condamné toute ingérence à El Salvador, *« de quelque côté qu'elle vienne »*, dans une interview diffusée dimanche par la chaîne de télévision américaine ABC.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua, a vivement dénoncé l'intervention de l'Union soviétique dans les affaires intérieures d'El Salvador, vendredi soir à Pékin.

Dans un toast prononcé lors d'un banquet offert à l'ambassade du Venezuela à Pékin, en l'honneur du ministre vénézuélien des Affaires étrangères, José Alberto Zambrano Velasco, le chef de la diplomatie chinoise a affirmé que son pays s'opposait à *« toute forme d'infiltration, de subversion ou d'intervention par des forces étrangères »*.

La déclaration de Huang Hua constitue la première déclaration officielle chinoise sur la question du à El Salvador.

EN 24 HEURES

ITALIE
Marco Donat Cattin interrogé

Considéré comme l'un des chefs de l'organisation terroriste italienne *Prima Linea*, Marco Donat Cattin a été interrogé pendant près de vingt heures depuis son extradition de France, vendredi.

Fils d'un ancien vice-secrétaire du Parti démocrate chrétien, il doit répondre de vingt et un chefs d'accusation allant de l'assassinat à la détention d'armes.

AUTRICHE
Manifestation pour « la liberté » et « la terreur »

Un groupe d'environ 400 personnes a manifesté dimanche après-midi, dans le centre de Vienne, en réclamant *« la liberté »* et *« la terreur »*, tout en se livrant à diverses déprédations.

La police a procédé à 93 interpellations. Mais en fin de soirée elle n'était toujours pas en mesure de préciser l'objet réel de l'action.

CORÉE DU SUD
Amnistie

Le gouvernement sud-coréen a décidé lundi d'amnistier 5 221 prisonniers à la veille de l'investiture du président Chun Doo-whan.

CHINE
Gaspillage

Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, estime que les principaux problèmes qui se posent actuellement à l'économie chinoise sont le gaspillage et les « résultats économiques médiocres ».

TUNISIE
Création de l'Interafricaine socialiste

L'Interafricaine socialiste (IAS) a été créée samedi à Tunis par un congrès constitutif, qui a adopté la charte de cette organisation et a désigné le bureau directeur.

L'ancien président sénégalais Léopold Sédar Senghor a été élu président tandis que le chef de l'Etat tunisien, Habib Bourguiba, a été nommé président d'honneur.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE
Austérité

Accélération de l'inflation, aggravation du déficit extérieur, chute du mark, tous les comptes de l'Allemagne fédérale s'enfoncent dans le rouge, renforçant les partisans d'une sévère cure.

La RFA des années quatre-vingts ne sera plus le « modèle » triomphant des années soixante-dix.

LIBYE
Pas de vedettes

Paris a renoncé à livrer les vedettes lance-missiles commandées en 1977 par Tripoli, et dont la première aurait dû être remise le mois dernier. C'est ce qu'annonçait samedi un communiqué de l'agence France-Presse. Raison invoquée : le rôle joué par la Libye au Tchad.

Celles destinées à Israël quittèrent le quai à l'anglaise, au cours de la nuit de Noël 1969 ; celles commandées par l'Iran sont en cale sèche depuis un mois, attendant que le contentieux financier avec Téhéran soit réglé ; celles de la Libye pourraient ne pas prendre la mer de sitôt. Les vedettes de Cherbourg tiennent toujours la vedette.

• **PARIS.** 59 fonctionnaires libyens, civils et militaires, accusés de « corruption » ont été « relevés de leurs fonctions et interdits d'exercer « toute fonction publique à l'avenir », rapporte samedi l'agence de presse libyenne Jana, reçue à Paris.

Ces sentences ont été prononcées par le Tribunal révolutionnaire libyen.

• **WASHINGTON.** La Grande-Bretagne est prête à contribuer à une force multinationale d'intervention rapide pour défendre les intérêts des pays occidentaux dans la région du Golfe et de l'océan Indien, a-t-on appris samedi à Washington, de source britannique sûre.

• **CANBERRA.** Un membre présumé de la bande Baader-Meinhoff, Hans Peter Knoll, a été arrêté samedi à Sydney, a annoncé un porte-parole de la police fédérale australienne.

Le PC italien brimé à Moscou

Giancarlo Pajetta, chef de la délégation du parti italien au XXVIe Congrès du PCUS, n'a pu prendre la parole que vendredi soir ; et non pas à la tribune, mais à la Maison des syndicats de Moscou.

C'est pour avoir refusé de modifier le texte de son allocution que Giancarlo Pajetta s'est mis « hors congrès ». Dimanche, aucun organe de presse soviétique n'avait encore reproduit le discours en question.

Celui-ci avait notamment évoqué *« les divergences sur des questions importantes »*, opposant communistes italiens et soviétiques, tout en rendant hommage aux *« propositions concrètes du camarade Brejnev pour arrêter la course aux armements »*.

A propos de l'Afghanistan, il avait rappelé : *« Nous sommes pour une solution politique négociée entre les parties intéressées, qui permette d'exclure toute ingérence et toute présence de troupes étrangères. »* Sur la Pologne, il avait souhaité que *« les revendications des ouvriers, mais aussi la critique et l'autocritique des communistes eux-mêmes, débouchent sur un renouveau »*.

Trêve en Espagne

L'Espagne connaît aujourd'hui une pause, après le putsch manqué de la semaine dernière. C'est ainsi qu'ETA politico-militaire a libéré les trois consuls qu'elle détenait.

En même temps qu'elle libérait les otages, ETA politico-militaire annonçait un cessez-le-feu *« à un moment où la lutte armée doit s'effacer, à un moment où la majorité du peuple exige la négociation politique. »* Pourtant, dans certains milieux basques, on souligne que ce n'est pas la première fois que ETA-PM annonce un cessez-le-feu pour revenir ensuite sur sa décision. Quelques heures plus tard, d'ailleurs, trois policiers étaient blessés dans un attentat dans la province de Biscaye.

Pour sa part, le roi Juan Carlos a lancé samedi, à Saragosse, un appel à la réflexion aux hommes politiques et aux militaires. Reconnaissant que l'Espagne vit des moments graves, il a souligné qu'il fallait se diriger vers l'avenir *« avec l'esprit serein qui a permis d'éviter de graves retombées »*.

IRAN-IRAK
Arrivée à Bagdad de la mission islamique

La mission de bons offices chargée de trouver une solution au conflit irako-iranien est arrivée dimanche soir à Bagdad, venant de Téhéran.

A Madrid, Le même jour, Leopoldo Calvo Sotelo a formé son gouvernement, vingt-quatre heures après sa prestation de serment. Au même moment, des millions de personnes ont manifesté unitairement à l'appel des principaux partis politiques pour condamner la tentative de coup d'Etat.

L'Espagne suit d'autre part avec passion les développements de l'enquête sur la tentative de complot.

Un militant d'extrême droite connu, Juan Garcia Carres, a été mis à la disposition des autorités judiciaires. L'enquête s'oriente vers une personnalité connue du monde de la finance qui aurait apporté son soutien aux putschistes.

Arrestations et expulsions se multiplient

L'opposition se mobilise à nouveau au Pakistan

La crise s'approfondit de jour en jour au Pakistan. Face à la montée de l'opposition et à l'agitation universitaire, le général Zia Ul Haq, chef de l'Etat pakistanais, n'a pas trouvé d'autre argument que de parler d'« influence étrangère ». Il a toutefois refusé de préciser le pays qu'il mettait en cause.

LES manifestations d'étudiants et les arrestations de dirigeants politiques, qui se poursuivent au Pakistan depuis quatre semaines, font apparaître une mobilisation de l'opposition jamais égalée depuis le coup d'Etat du général Zia Ul Haq, en juillet 1977.

Plusieurs établissements d'enseignement supérieur ont été fermés par les autorités militaires. Dans le Balouchistan, des manifestations ont eu lieu bien que l'hiver y soit une période de vacances universitaires. Seul le Sind, dont la capitale est Karachi, la plus grande ville du Pakistan, ne semble pas avoir été touché par l'agitation étudiante.

Des centaines de dirigeants ou de personnalités des partis politiques interdits — de la droite musulmane (l'Alliance nationale pakistanaise) à la gauche (Parti démocrate national) — ont été arrêtés ou assignés à résidence en vertu de la loi martiale.

Le Parti du peuple pakistanais (PPP) de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, exécuté par le régime, semble particulièrement visé par les précautions policières.

La bégum Nusrat Bhutto, veuve de l'ancien premier ministre, et sa fille, Benazir, qui sont à la tête du PPP et jouent un rôle prépondérant dans le mouvement récemment créé pour la restauration de la démocratie (MRD), regroupant neuf des anciens partis politiques, n'ont pas eu le droit de se rendre à Peshawar où les manifestations les plus dures ont fait cinq blessés, le 19 février. Jeudi, la bégum Bhutto a été expulsée de la province du Peshawar.

Les étudiants y avaient ouvert le feu sur la police au cours d'une manifestation. Peshawar est sans doute la ville où le régime de l'ancien premier ministre a conservé le plus de nostalgiques.

Actuellement, le mouvement, qui, selon certains observateurs, pourrait constituer une menace sérieuse pour le régime du général Zia Ul Haq, est encore confiné aux universités et aux états-majors politiques. Les masses populaires musulmanes, illettrées à plus de 80 %, ne semblent pas avoir réagi aux incidents.

Entre l'opposition, qui a exigé récemment « l'organisation d'élections libres sous trois mois », et le pouvoir, une sorte de course de vitesse s'est engagée.

Après avoir tenté de faire accepter un référendum sur sa politique d'islamisation, au lieu des élections promises à plusieurs reprises, le gouvernement va probablement élargir son assise populaire par un remaniement de structure améliorant la représentativité des provinces et leur conférant une certaine autonomie.



Le général Zia Ul Haq, chef de l'Etat pakistanais. (Photo Nogues/Sygma).

Vingt ans après

Retour aux sources du non-alignement

Le mouvement des non-alignés a fêté son vingtième anniversaire le 18 février à New Delhi. La réunion des ministres des Affaires étrangères des non-alignés, qui s'est tenue dans la capitale indienne, a été l'occasion pour la « majorité silencieuse » de prendre la parole. Différente du sommet de La Havane de septembre 1979, la conférence de New Delhi a été marquée par un retour aux sources du non-alignement. S'agissant de l'Inde, on peut même parler d'un pèlerinage aux sources.

ILS étaient trois en 1956 à Brioni : le Yougoslave Tito, l'Egyptien Nasser et l'Indien Nehru, qui, le premier, utilisa le terme de non-alignement. Trois à refuser de s'aligner sur l'un des deux blocs qui s'affrontaient dans la guerre froide. Ces trois Grands allaient faire de nombreux « petits » : vingt-cinq pays se réunissaient à Belgrade, en février 1961, lors du sommet officiel du mouvement. En 1964, au Caire, ils étaient quarante-sept. En 1973, à Alger, nouveau bond en avant, avec la participation de soixante-quinze pays. Et, à La Havane en 1979, pas moins de quatre-vingt-quinze Etats se réunissaient.

Un nouvel ordre économique

Ce quasi-quadruplement des effectifs est allé de pair avec un affaiblissement idéologique : l'Angola voisine avec la Côte-d'Ivoire, Cuba avec l'Argentine, le Sud-Yémen avec le sultanat d'Oman et la Libye avec l'Arabie Saoudite. Un ensemble pour le moins disparate, qui explique la difficulté pour ce mouvement à affirmer son existence lors des grands conflits internationaux. Un ensemble incohérent, mais imposant. D'où la tentation de certains Etats d'entraîner le mouvement dans des positions très partisanes. En 1979, les Cubains sont parvenus à faire adopter par l'assemblée (par consensus) l'idée que l'URSS était l'alliée naturelle des pays non alignés. Cette assertion ne correspondait sans doute pas à l'opinion de la majorité des Etats. L'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en décembre de la même année a d'ailleurs renversé les acquis de La Havane : une nette majorité d'Etats non alignés, au premier rang desquels la Yougoslavie, a vigoureusement condamné cette intervention. Fidel Castro lui-même est resté circonspect. Peut-être d'ailleurs profite-t-il de son actuel rôle de président du mouvement pour prendre certaines distances à l'égard de Moscou.

Il est en tout cas significatif qu'à New Delhi, la semaine dernière, une majorité d'Etats se soit élevée pour demander le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan et du Cambodge. A coup sûr, l'influence soviétique est en recul. Ce qui ne signifie pas pour autant que l'influence des Etats-Unis s'accroisse. En fait, même si les pays non alignés sont divisés politiquement — certains d'entre eux, comme l'Iran et l'Irak, vont jusqu'à s'affronter militairement —, l'unité du mouvement repose sur un objectif et une réalité.

L'objectif, c'est de constituer une « force politique autonome », indépendante des deux Super-Grands, selon l'expression employée à New Delhi par le ministre algérien des Affaires étrangères, Mohamed Benyahia.

La réalité, c'est la domination néo-coloniale du nord de la planète sur le sud. La dégradation des termes de l'échange est vivement dénoncée dans la déclaration finale de New Delhi : « *Le système économique international est incapable de fournir aux pays en voie de développement les moyens nécessaires à leur développement.* » C'est pourquoi les non-alignés réclament l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Prochain rendez-vous du mouvement : à Bagdad, en 1982... à condition toutefois que la guerre irako-iranienne ait pris fin. D'ici là, les luttes d'influence pourraient battre leur plein. Mais, entre les deux grandes tendances des non-alignés, une femme, Indira Gandhi, succédant au maréchal Tito, paraît susceptible de jouer le rôle clé de conciliatrice.

Alain GARABIOL

La conférence de Madrid prolongée

Trois mois et dix-sept jours après son ouverture, le 11 novembre dernier, la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a formellement reconnu qu'elle n'était pas prête à se séparer à la date initialement prévue du 5 mars prochain.

A la réunion plénière de vendredi, les trente-cinq pays participants (toute l'Europe moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) sont convenus à l'unanimité de prolonger leurs travaux « au moins jusqu'au 13 mars ».

A propos du XXVIe Congrès du PCUS

Prestin attend depuis onze ans

Vladimir Prestin. Un Soviétique de quarante-six ans, marié, un enfant. Un homme ordinaire. A la seule différence que sa demande d'émigration, en septembre 1970, en a fait un paria. « *Depuis cette date,* nous raconte sa sœur, qui, vivant en Israël, est de passage à Paris, *les autorités lui refusent le visa pour raison de « secret d'Etat ». Il s'agit là, en fait, d'un prétexte : les « secrets » dont il a eu connaissance dans son métier d'ingénieur sont largement divulgués et périmés.* » En effet, depuis sa demande d'émigration, il n'a plus le droit d'exercer son métier.

Pour assurer la vie matérielle de sa famille, Vladimir occupe divers petits emplois dont il est souvent renvoyé. Sa vie quotidienne est un enfer : dix-sept fois arrêté de manière « préventive », il n'a plus le téléphone, et son appartement est périodiquement perquisitionné. Sa femme, Helena, également ingénieur, est sans travail depuis 1969. Michel, leur fils, âgé aujourd'hui de dix-sept ans, a grandi dans cette atmosphère oppressive. Quel peut être son avenir en URSS ?

Pour des milliers de Soviétiques, dont de nombreux juifs, le goulag n'est pas nécessaire pour qu'ils se sentent des exilés intérieurs. Et les accords d'Helsinki n'ont rien changé à leur situation.

Vladimir Prestin. Un symbole, au moment où les projecteurs de l'actualité sont braqués sur le XXVIe Congrès du PCUS.

RENAULT

Abbé Groult
Automobile - Concession

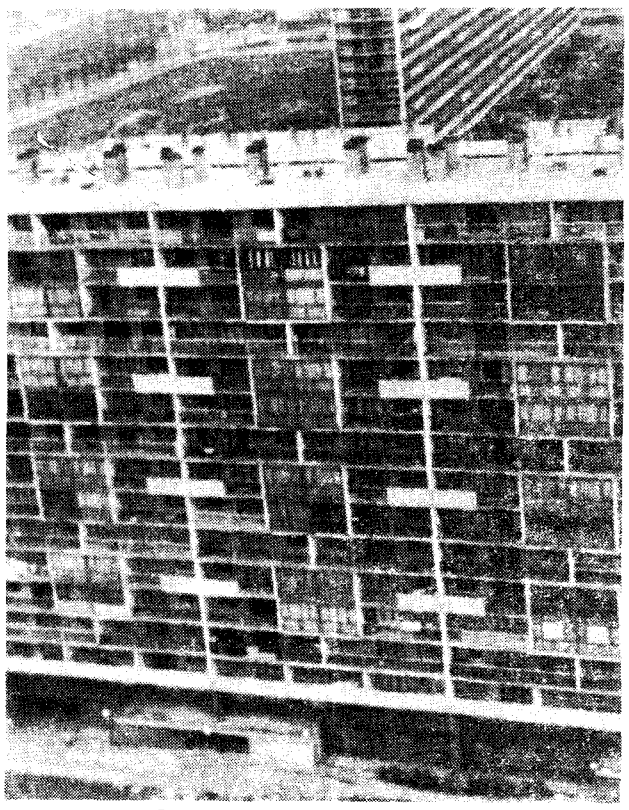
Bernard Prunier
107, rue de l'Abbé Groult
Paris 15 (Mo Convention) Tél. 532.71.20

sur 7000 m2

- Le service Renault
- Exposition de la gamme Renault
- Le crédit Renault
- L'après-vente Renault
- Les occasions Renault (garantie or)
- Une équipe de 80 personnes

Portes ouvertes aux HLM

A La Courneuve, la cité des 4000 dénombre ses maux



La cité des 4000 à La Courneuve.

SAMEDI 28 février, c'était une journée « portes ouvertes » à la cité des 4000 de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis. Dans ce vaste ensemble locatif de la banlieue parisienne, conditions d'habitat et d'environnement ne cessent de se dégrader. Organisée par la fédération départementale de la Confédération nationale du logement (CNL) et par les amicales des locataires de la cité, cette action d'information prolonge en fait une grève de loyers.

Jouxtant de grands axes routiers, divisée en zones Nord et Sud, la cité — avec ses tours de 27 étages, ses espaces mal définis et ses buttes terreuses au gazon rare et pelé — paraît comme un triste prototype du grand ensemble à problèmes. Construite en 1963, cette agglomération de 4 000 logements porte bien les marques et les cicatrices des débuts de la préfabrication lourde et de l'insertion urbaine hasardeuse.

Halls d'entrée sinistres à force de dégradations, boîtes aux lettres arrachées ou tordues par des rages diverses, vide-ordures débordants, envols de papiers gras. Entre les allées du centre commercial, des résidents pressent le pas. Myriade de fenêtres derrières lesquelles on vit nombreux et d'où — trop souvent — on se suicide. Les sentiments d'isolement ou d'insécurité engendrent de douloureuses tensions et la réalité du chômage alourdit tous les problèmes quotidiens.

En décembre 1980, à l'appel de la CNL et après référendum, près de 2 000 locataires ont décidé de ne pas payer l'échéance de leur loyer. Ils protestent ainsi contre la hausse de 13 % survenue au cours de l'année, et mettent en question le cadre de vie de la cité (manque d'entretien, etc.). L'action est vivement soutenue par la mairie communiste de La Courneuve. C'est l'Office des HLM de la ville de Paris qui gère la cité des 4000.

Le 4 février dernier, une délégation de la CNL, d'élus locaux et de représentants des locataires parvenait finalement à rencontrer le président de l'Office, M. Tiberi. Après avoir entendu doléances et plusieurs propositions de rénovation, de réhabilitation exemptée de relèvement de loyer, voire de « déclassement » temporaire de la cité, ce dernier s'est surtout prudemment engagé à « *consulter d'une façon plus approfondie ce dossier* ». Pourtant, la direction de l'équipement reconnaît l'existence de malfaçons à la création même de la cité ; un procès oppose d'ailleurs l'Office des HLM aux constructeurs depuis près de... dix-sept ans.

Pour l'heure, aux 4000, plus de 350 logements demeureraient inoccupés — certains, quasiment inhabitables. De nombreux locataires voient leurs appartements sérieusement touchés par des infiltrations d'humidité.

Hors la grève ponctuelle du loyer de décembre, des familles en difficulté accumulent les retards de quittances : 30 % d'impayées en moyenne mensuelle.

Ces derniers temps, incidents, vols, agressions et gestes de déprédation sont en recrudescence. Le soir, passé 20 h 30, rares sont les résidents qui mettent le nez dehors. On ne peut plus circuler librement, affirme une commerçante récemment agressée et volée : « *Ils sont partout.* Ils ? « *des bandes de jeunes voyous d'ici. Au poste le plus proche, il n'y a que trois policiers, alors...* »

Sur cette question de la « sécurité » dans la cité, le maire de La Courneuve et la CNL se sont déjà nettement prononcés pour un renforcement des effectifs de police et une meilleure surveillance à l'intérieur de la cité. Côté CNL, on ajoute : « *Trop souvent et systématiquement, l'Office des HLM de Paris recase ici des personnes marginalisées ou des familles de caractère asocial. Les dégradations des conditions de vie à l'intérieur des 4000 et la situation générale, encore aggravée par le chômage, finissent par créer une sorte de microclimat particulier et difficile...* »

Jean-Jacques PIKON

Tué par une piqûre à l'hôpital de Lyon

Aimé Venin avait averti les soignants de son allergie

Un retraité est mort, dans un hôpital de Lyon, pour avoir reçu une piqûre contenant une substance à laquelle il était allergique. L'enquête, aussitôt ouverte, a été confiée à Guy Georgin, doyen des juges d'instruction de la ville. Celui-ci a ordonné une expertise médicale, qui est en cours actuellement.

LYON, 2 mars (corresp. partic.). — Aimé Venin, soixante-trois ans, employé commercial à la retraite depuis deux ans, était ce qu'on appelle un homme en bonne santé : « *Il marchait droit comme un i ; il avait tous ses cheveux et le cœur solide* », dit-on dans le quartier. Des troubles bénins des voies urinaires avaient toutefois conduit son médecin traitant à le faire hospitaliser à Saint-Luc, le 30 septembre, pour des examens de routine. « *Il y est allé sur ses jambes ; et, quand je l'ai quitté, il était tout à fait bien* », raconte sa femme.

Le lendemain, lorsqu'elle se présente dans la chambre de son mari, elle y trouve une agitation inattendue. Des médecins, des infirmières se pressent au chevet du patient, manifestement au plus mal. Et elle entend de la bouche de celui-ci : « *Si tu avais vu tout ce qui m'est arrivé !* ». Ce seront presque ses dernières paroles. Aimé Venin est transporté en réanimation à l'hôpital Edouard-Herriot où il succombe après vingt-six jours de souffrance.

Peu à peu, Jeanne Venin découvre ce qui s'est vraiment passé. Le jour de son arrivée à Saint-Luc, son mari, pris d'une crise de coliques néphrétiques, se voit administrer par une infirmière une piqûre, un calmant de la douleur contenant de l'amidopyrine. Or Aimé Venin était allergique à ce médicament. Il l'avait proclamé haut et fort, plaçant une pancarte bien en évidence sur sa table de nuit, avec l'inscription : « *Attention, allergie à l'amidopyrine* », rappelant cette contre-indication en rouge sur sa feuille de température au bout de son lit et la signalant de vive voix à l'ensemble du personnel.

C'est « *pour venger un mari, assassiné par négligence* » que Jeanne Venin a décidé de porter plainte contre X. La colère et le désespoir l'y ont poussée ; mais l'incertitude demeure au sujet des suites de son action car, de revenus modestes, elle attend de savoir si elle pourra bénéficier de l'assistance judiciaire. « *Ça coûte cher de se défendre* », constate-t-elle. Des experts enquêtent actuellement pour établir les responsabilités du corps médical, qui s'abstient de toute déclaration, se retranchant derrière le secret de l'instruction.

Laurence DURAN

Quand les médias remplacent l'Agence pour l'emploi

Je m'appelle Dominique, j'ai vingt et un ans et une licence en droit : j'habite Tours, mais je suis prête à accepter un travail intéressant dans n'importe quelle région.

Je suis ingénieur agricole et je recherche une petite exploitation agricole dont je pourrais m'occuper entièrement.

Je suis géographe et je recherche un travail en rapport avec mes capacités et mes études.

CES demandes d'emploi ne sont pas parues dans les publications de l'Agence nationale pour l'emploi, ni même dans les petites annonces d'un journal. Moins d'une heure après les avoir formulées, chacun des demandeurs avait déjà reçu plus de dix propositions différentes. Cela se passait sur les ondes de France-Inter, le samedi après-midi, dans une émisssion présentée par François Jouffa et Simon Monceau et intitulée « *Avance, n'aies pas peur* », soit, en raccourci : ANPP.

« *Nous avons voulu,* expliquent les deux animateurs de l'émission, *rendre la radio aux auditeurs en mettant en relation ceux qui cherchent quelque chose avec ceux qui ont quelque chose à proposer.* » Le principe est simple. Ajoutez quelques disques, une bonne dose d'humour, un doigt de gentillesse et une touche d'émotion : cela donne un ensemble qui n'est pas désagréable à entendre et qui sait être divertissant sans jamais être insignifiant.

Autre exemple, voici quelques semaines, *Les dossiers de l'écran* étaient consacrés au chômage. Quatre jeunes demandeurs d'emploi avaient été réunis sur le plateau avec des représentants et des responsables de divers organismes. La discussion avait été vive et franche, et l'un des jeunes invités avait même réussi à mettre Jean-Pierre Fourcade en difficulté. Le soir même, le standard de SVP recevait plusieurs dizaines de propositions de travail. En l'espace de quelques minutes, par le seul fait de passer à la télévision, ces jeunes gens allaient recevoir plus d'offres d'emploi qu'ils n'en avaient jamais eues auparavant.

Ce n'est pas le message qui est en cause, mais le moyen : les quelques lignes d'une petite annonce ne transmettront jamais le tremblement d'une voix, la détresse d'un visage ou l'ironie d'un sourire. Le contact ne peut pas s'établir à travers des mots creux ou des phrases impersonnelles, Surtout lorsque les interlocuteurs ne cherchent pas vraiment à vous rencontrer...

Ce ne sont pas les possibilités qui manquent : presque toutes les émissions de radio donnent maintenant la parole aux auditeurs par l'intermédiaire du téléphone. Sur France-Inter, le matin, Pierre Douglas et Eve Ruggieri se feront un plaisir de vous passer le micro. Gérard Klein prend le relais à midi. Ensuite, il faut attendre une heure du matin pour parler avec Macha Béranger. Sur Europe 1, c'est Philippe Gildas qui ouvre la voie, suivi par Stéphane Collaro. Tous ces animateurs se feront un plaisir de vous communiquer le numéro de téléphone auquel vous pouvez les joindre : leur succès dépend du nombre d'appel qu'ils reçoivent. Un conseil : ne dévoilez pas trop tôt vos batteries et attendez d'être en direct sur l'antenne.

Si vous n'êtes pas encore convaincu de l'efficacité des médias, voici un sujet de réflexion. Dominique, la première invitée de François Jouffa et Simon Manceau dans « ANPP », est revenue dernièrement à l'émission pour faire le point et aussi pour trouver un appartement. En l'espace de quelques minutes, elle a reçu une vingtaine de propositions qui allaient de la chambre de 12 m² à 300 F par mois à un appartement de 110 m² à partager gratuitement avec sa propriétaire actuelle... De quoi monter une véritable agence immobilière.

Pierre POIX



François Bordes, 20 ans ; Jean-Michel Brot, 16 ans. (Photo C. Doucé)

AUTOMOBILE

Lyon - Charbonnières

Classement général : 1. Bruno Saby/Joseph Sevelinge (Renault 5 Turbo) 3 h 05'25". 2. Jean-Louis Clarr/Tilber (Opel Ascona) 3 h 01'32". 3. Guy Chasseuil/Christian Maron (Golf GTI) 3 h 08'03". 4. Yves Evrard/Christian Blanc (Renault 5 Turbo) 3 h 15'27". Philippe Touren/Jean-Louis Alric (Renault 5 Turbo) 3 h 15'27".

• Après sa victoire dans le rallye de Monte-Carlo, Renault a récidivé, dimanche, à l'occasion du rallye Lion-Charbonnières. En effet, Bruno Saby a largement dominé la course au volant de sa R5 Turbo.

BASKET

Championnat de France

Nationale I

(12e journée retour)

Villeurbanne-St. Français	98-88
Antibes-Orthez	67-89
Caen-Nice BC	91-91
Le Mans-Avignon	69-64
Monaco-Limoges	88-79
Challans-Tours	83-73
Nice UC-Mulhouse	81-81

Classement : 1. Le Mans, 67 pts ; 2. Tours, 63 ; 3. Orthez, 59 ; 4. Villeurbanne, 58 ; 5. Stade Français, 53 ; 6. Caen, 52 ; 7. Avignon, 51 ; 8. Limoges, 48 ; 9. Antibes et Monaco, 47 ; 11. Challans, 45 ; 12. Mulhouse, 44 ; 13. Nice UC, 32 ; 14. Nice BC, 30.

NATIONALE II

(9e journée retour)

Poule A

Evreux-Gd-Fort-Philippe	88-78
Orchies-Racing	105-112
Reims-Berck	80-74
Vichy-Orléans	90-76
Rennes-Asnières	77-80
Nantes-Saint-Brieuc	80-85

Poule B

Castres-Chalon	100-92
Dijon-Lyon	97-91
Saint-Etienne-Grenoble	81-77
Roanne-Clermont	91-79
Hyères-Nancy	87-68

NATIONALE I FEMININE

Toulon-Clermont	73-58
Arras-Antibes	64-69
Montferrand-Stade Français	70-70
Orly-Asnières	64-91
Racing-Villeurbanne	59-69

Classement : 1. Asnières, 37 pts ; 2. Clermont, 36 ; 3. Montferrand, 35 ; 4. Stade Français, 33 ; 5. Villeurbanne, 32 ; 6. Toulon, 27 ; 7. Antibes, 24 ; 8. Racing, 22 ; 9. Orly, 18 ; 10. Arras, 16.

BOXE

Championnat du monde (WBC)

MI-LOURDS

Saad Muhamed (EU) b. Vonzell Johnson (EU), par arrêt de l'arbitre à la 11e reprise, à Atlantic City

CROSS-COUNTRY

Championnat de France

Hommes

1. Alex Gonzalez (Agen), les 12,210 km en 37'08"89 ; 2. Francis Gonzalez (Bordeaux), 37'10"06 ; 3. Lévisse (Vanves), 37'23"03 ; 4. Watrice (Ozoir-la-Ferrière), 37'46"47 ; 5. Bouster (Vanves), 37'48"74 ; 6. Clabaut (Cannes), 38'00"60 ; 7. Boxberger (Saumur), 38'06"98 ; 8. Bourban (Saumur), 38'15"05 ; 9. Cairoche (ASPP Police), 38'16"60 ; 10. Mahmoud (Marignane), 38'21"00 ; 11. Debauw (Saint-Dizier), 38'23"07 ; 12. Lefranc (Rennes), 38'24"08.

Femmes

Debrouwer (Agen), les 4,500 km en 16'19"03 ; 2. Bouchinneau (Bruges), 16'21"04 ; 3. Desveuille (Sens), 16'30"04 ; 4. Lebreton (ASPTT Paris), 16'44"01 ; 5. Matthys (Béthune), 16'49"03 ; 6. Demilly (Sarcelles), 16'55"04 ; 7. Langlace (Amiens), 16'50"06 ; 8. Bonnet (Montluçon), 16'50"06 ; 9. Lelut (Viry-Châtillon), 16'53"01 ; 10. Lefeuvre (US Quessoy), 17'01"06.

• Le SU Agen a réussi un beau doublé dimanche à la Grande-Motte. Alex Gonzalez et Joëlle Debrouwer ont vaincu, comme prévu, leurs adversaires. L'Agenais a obtenu une belle victoire qui lui fera peut-être oublier sa récente déconvenue aux championnats d'Europe de Grenoble (une victoire, mais pas de titre à la suite de l'erreur d'un juge). Les six premiers sont retenus pour les championnats du monde de cross à Madrid le 28 mars, mais la sélection complète sera connue mardi.

CYCLISME

Circuit du Het Volk

Jan Raas (P.-B.), les 244 km en 5 h 47' ; 2. Duclos-Lasalle (Fra) ; 3. Van den Broucke (Bel.) ; 4. Hoste (Bel.), tous même temps ; 5. Van Dongen (P.-B.), à 2'12" ; 6. De Vlaeminck (Bel.), à 2'18" ; 7. Bossis (Fr.) ; 8. Planckaert (Bel.) ; 9. Schipper (P.-B.) ; 10. Tackaert (Bel.) ; 11. Kuiper (P.-B.), tous même temps ; 12. Van Linden (Bel.), à 4'35".

Flèche azuréenne

1. Régis Clere (Mikc-Mercier), en 3 h 46'37" ; 2. Tinazzi (Sem), à 7'4" ; 3. Hosotte (Sem) ; 4. Becaas (Renault Gitane) ; 5. Chalmel (Peugeot) ; 6. Le Guilloux (Renault Gitane) ; 7. Garde (Sem) ; 8. Louvant (Peugeot) ; 9. Hosotte (Sem) ; 10. Perret (Peugeot), tous même temps que Tinazzi.

FOOTBALL

Division I

(28e journée)

Nantes b. *Lille	3-0
St-Etienne b. *Valenciennes	3-0
*Nancy b. Bordeaux	2-0
*Monaco b. Metz	2-1
Tours b. *Lyon	3-2
*Paris-St-Germain b. Nice	3-1
Sochaux b. *Angers	2-1
*Strasbourg b. Lens	1-0
*Bastia b. Nîmes	3-2
*Auxerre b. Laval	1-0

Classement : 1. Nantes, 44 pts ; 2. Saint-Etienne, 43 ; 3. Bordeaux, 38 ; 4. Monaco, 37 ; 5. Lyon, 32 ; 6. Paris-St-Germain, 30 ; 7. Sochaux, 29 ; 8. Strasbourg, 27 ; 9. Nancy, 26 ; 10. Metz, 26 ; 11. Lens, 25 ; 12. Tours, 25 ; 13. Lille, 25 ; 14. Valenciennes, 25 ; 15. Bastia, 24 ; 16. Auxerre, 24 ; 17. Nice, 22 ; 18. Laval, 21 ; 19. Angers, 19 ; 20. Nîmes, 18.

Division II

(25e journée)

Groupe A

Besançon-Cannes	2-0
Avignon-Béziers	1-3
Libourne-Thonon	1-1
Montluçon-Angoulême	0-2
Grenoble-Ajaccio	2-0
Corbeil-Saint-Dié	1-2
Toulouse-Tavaux	3-0
Marseille-Martigues	3-0
Montpellier-Gueugnon (reporté).	

Classement : 1. Montpellier, 36 pts ; 2. Toulouse et Béziers, 33 ; 4. Besançon, 31 ; 5. Angoulême et Thonon, 30 ; 7. Marseille, 28 ; 8. Gueugnon, 27 ; 9. Martigues et Cannes, 25 ; 11. Montluçon, 20 ; 12. Saint-Dié et Ajaccio, 18 ; 14. Avignon et Libourne, 17 ; 16. Tavaux, 16 ; 17. Grenoble et Corbeil, 15.

Groupe B

Rouen-Rennes	1-0
Thionville-Paris FC	1-1
Limoges-Reims	2-1
Orléans-Brest	2-2
Abbeville-Nœux	0-1
Le Havre-Montmorillon	0-2
Guingamp-Caen	5-1
Quimper-Blois	1-1
Châteaurcux-Dunkerque	3-1

Classement : 1. Brest, 35 pts ; 2. Rouen, 33 ; 3. Nœux et Thionville, 30 ; 5. Guingamp et Le Havre, 27 ; 7. Châteauroux et Rennes, 26 ; 9. Orléans et Abbeville, 24 ; 11. Quimper, 23 ; 12. Reims et Blois, 22 ; 14. Limoges et Caen, 20 ; 16. Paris FC et Montmorillon, 19 ; 18. Dunkerque, 17.

• Cette 28e journée de Division I aura permis à Nantes et à Saint-Etienne de décrocher définitivement Bordeaux. En allant vaincre dans le Nord, ils ont démontré — s'il en était besoin encore — que le titre sera « jaune » ou « vert ».

HANDBALL

Championnat du monde B

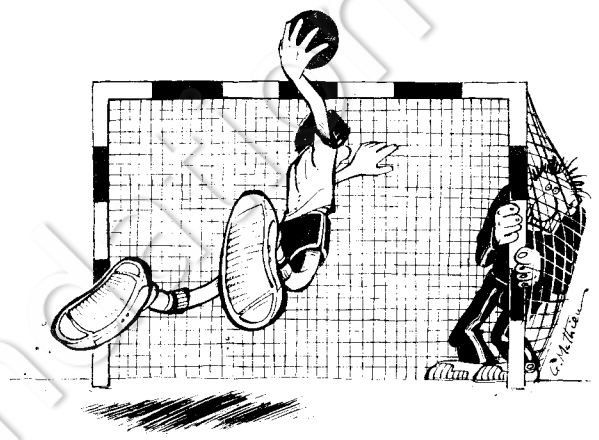
PHASE FINALE

Finale pour la 11e place : Autriche-Norvège, 22-17, à Saint-Ouen.

Finale pour la 9e place : Bulgarie-Hollande, 25-20 (après prolongations), à Saint-Ouen.

Finale pour la 7e place : Israël-Islande, 25-19, à Orléans.

Finale pour la 5e place : Suisse-France, 21-18, à Rouen.



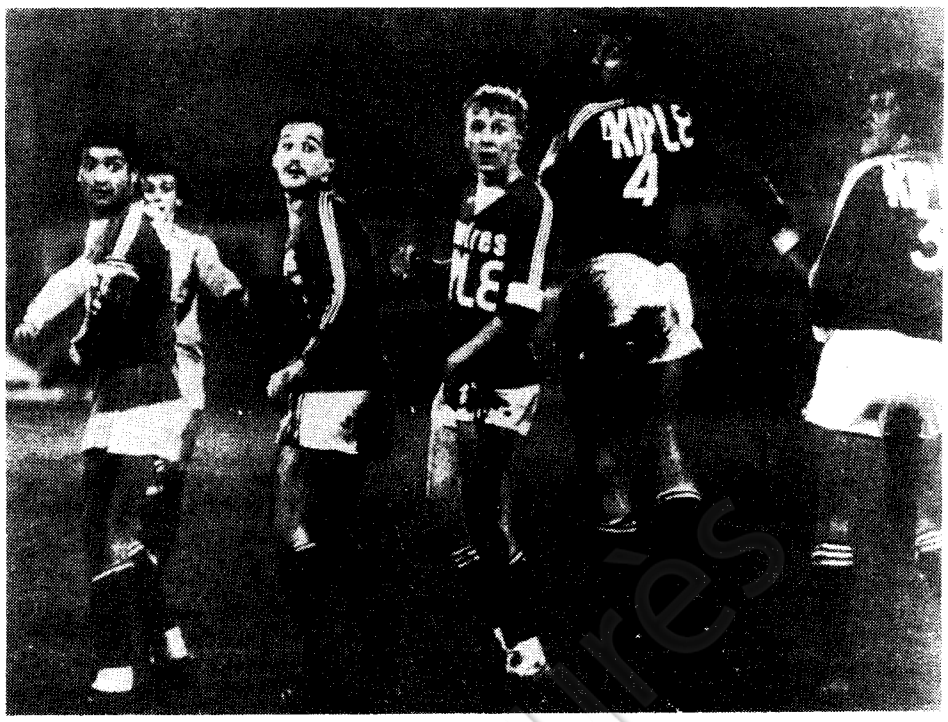
Finale pour la 3e place : Suède-Danemark, 23-21, à Saint-Ouen.

Finale pour la 1re place : Pologne-Tchécoslovaquie, 23-16, à Saint-Ouen.

• Battus par les Suisses, samedi soir à Rouen, les Français sont condamnés à rester dans le groupe B. Face à des adversaires à leur portée, ils ont laissé passer leur chance de disputer le championnat du monde groupe A en RFA.



Les 12 000 participants de la 58e édition de la Vasaloppet s'élancent . (Photo UPI)



Encore un ! C'est sur coup franc que Michel Platini (à gauche, masqué par Vezir) marque le seul but de la rencontre Valenciennes - Saint-Etienne, ce qui permet aux « Verts » de rester à un point derrière les Nantais. (Photo Meunier/AFP)

JEU A XIII

Championnat de France

Première division

Groupe A

(21e journée)

Carcassonne-Albi	7-7
Villeneuve-Pamiers	24-21
Saint-Estève-Tonneins	34-5
Carpentras-Pia	21-10
Roanne-Toulouse	13-10
Avignon-XIII Catalan	1-21
La Réole-Lézignan	11-21

Classement : 1. Pia et XIII Catalan, 51 pts ; 3. Villeneuve, 49 ; 4. Lézignan et Carcassonne, 48 ; 6. Roanne, 43 ; 7. Saint-Estève, 41 ; 8. Albi, 40 ; 9. Tonneins et Carpentras, 39 ; 11. Toulouse, 37 ; 12. Avignon, 35 ; 13. Pamiers, 33 ; 14. La Réole, 32.

Groupe B

Limoux-Cavaillon	27-9
Entraigues-Montpellier	27-4
Villefranche-Cahors	3-8
Châtillon-Le Pontet	4-40
Salon-Paris	23-5

Classement : 1. Limoux, 47 pts (17 matches) ; 2. Saint-Gaudens, 43 (16) ; 3. Le Pontet, 41 (16) ; 4. Salon, 39 (17) ; 5. Cavaillon, 37 (17) ; 6. Cahors, 32 (15) ; 7. Montpellier, 25 (15) ; 8. Entraigues et Villefranche, 24 (16) ; 10. Paris (14) et Châtillon (15), 18.

• Carpentras a réussi l'exploit de la journée en battant le leader Pia, ce qui permet au XIII Catalan, vainqueur en Avignon, de revenir en tête. Villeneuve, difficile vainqueur de Pamiers, suit à 2 points des premiers. A noter, les 8 essais réussis par Saint-Estève face à Tonneins.

KARATE

Championnat de France (Technique)

Seniors masculins : 1. Jean-Pierre Fischer (Budokan Paris 13), 70,8 pts ; 2. Daniel Boutin (Budokan Paris 13), 70,2.

Seniors féminines : 1. Nicole Sarkis (Guadeloupe), 68,6 pts ; 2. Briguet (Budokan Paris 13), 68,3.

Juniors garçons : 1. Khatirie (ES Nanterre), 67,2 pts ; 2. Chevrotée (Guadeloupe), 66,4.

Juniors filles : 1. Torres (Rouen), 66,2 pts ; 2. Le Calvez (Guadeloupe), 66,1.

LUTTE

Championnats de France universitaires

52 kg : 1. Andrieu (UER EPS Vichy) ; 2. Kalfon (Paris 9e). **57 kg :** 1. Neves (L.T. Diderot Paris) ; 2. Thoule (UER EPS Dijon) ; 3. Adisson (PS Toulouse). **62 kg :** 1. Naboulet (UER EPS Paris) ; 2. Martinez (Creps Vichy) ; 3. André (UER EPS Dijon). **68 kg :** 1. Gourdin (UER EPS Paris) ; 2. Najafi (SCS Toulouse) ; 3. Brasseur (Univ. Nancy). **74 kg :** 1. Parents (Creps Vichy) ; 2. Grunewald (UER Dijon) ; 3. Majde-Kimai (SC Nice). **82 kg :** 1. Ravel (Creps Vichy) ; 2. Berton (INM Clermont) ; 3. Boissinot (Creps Bordeaux). **90 kg :** 1. Demarcy (Parix X Nanterre) ; 2. Pointurier (Creps Vichy) ; 3. Willeminer (UER EPS Dijon).

NATATION

Championnats d'URSS

Messieurs

200 m : 1. Kopliakov, 1'51"07 ; 2. Prisekine, 1'52"18 ; 3. Filonov, 1'52"78. **100 m papillon :** 1. Seredine, 55'56 ; 2. Markovski, 56"09 ; 3. Chapovalov, 56"40 ; 7. **Ecuyer** (Fr.), 57"87. **100 m brasse :** 1. Kis, 1'4"59 ; 2. Joulpa, 1'4"60 ; 3. Miskarov, 1'4"84 ; en séries : 13. **Borios** (Fr.), 1'7"46. **400 m :** 1. Salnikov, 3'51"57 ; 2. Tchaev, 3'58"04 ; 3. Lovguine, 3'58"79 ; en séries : 11. **Boulonnois** (Fr.), 4'8"02. **100 m dos :** 1. Chemetov, 57"44 ; 2. Kouznetsov, 57"78 ; 3. Dolgov, 58"32 ; en séries : 10. **Delcourt** (Fr.), 1'0"58. **200 m quatre nages :** 1. Sidorenko, 2'4"56 ; 2. Franceschi (It.), 2'6"87 ; 3. Markovski, 2'8"47 ; en séries : 11. **Delcourt** (Fr.), 2'12"75.

DAMES

200 m : 1. Laritcheva, 2'4"62 ; 2. Hulsenbeck (RDA), 2'5"52 ; 3. Klevakina, 2'5"68. **100 m brasse :** 1. Vassilkova, 1'11"21 ; 2. **Poirot** (Fr.), 1'13"11 ; 3. Bouzelite, 1'13"28. **100 m papillon :** 1. Geissler (RDA), 1'3"20 ; 2. Trofimova, 1'3"79 ; 3. Pokass, 1'3"84. **400 m :** 1. Laritcheva, 4'18"15 ; 2. Axenova, 4'19"04 ; 3. Geissler (RDA), 4'20"48 ; en séries : 9. **Stephan** (Fr.), 4'30"89. **100 m dos :** 1. Gorchakova, 1'3"78 (record) ; 2. Kalmann (Hongrie), 1'5"73 ; 3. Kamelova, 1'6"81. **200 m quatre nages :** 1. Shoumakova, 2'21"35 ; 2. Trofimova, 2'22"48 ; 3. Gueras-simova, 2'22"91.

RUGBY

Championnat de France

Première division

(matchs en retard)

Poule A : Aurillac-Valence : 13-4.

Poule D : Bagnères-Grenoble : 11-13.

Poule F : Rodez - Sainte-Foy : 27-7.

Challenge Yves-du-Manoir

(6e journée)

Poule A : Dax-La Rochelle : 20-6 ; Mont-de-Marsan -Bayonne : 12-45.

Poule B : Narbonne-La Voulte : 46-6 ; Grenoble-Béziers (reporté).

Poule C : Graulhet-Perpignan : 24-7 ; Auch-Pau : 3-31.

Poule D : Angoulême-Bègles : 34-4 ; Stade Toulousain - Saint-Jean-de-Luz : 22-16.

Poule E : Agen-Montferrand : 25-13 ; Aurillac-Brive (reporté).

Poule F : Toulon-Racing : 13-15 ; Valence-Romans (reporté).

Poule G : Lourdes-Carcassonne : 66-10 ; Oloron-Tarbes : 31-24.

Challenge de l'Espérance

(quarts de finale)

A Carmaux : Castres-Mazamet : 12-8.

A Chalon : Montchanin-Bourg : 15-12.

• Les demi-finales opposeront le 8 mars : Le Boucau-Castres, à Marmande, et Vic-Bigorre-Montchanin, à Castelnaudary.

• Grenoble a profité de son match en retard à Bagnères pour devenir leader officieux du championnat.

En Du-Manoir, Graulhet a facilement disposé de Perpignan.

SKI DE FOND

Vasaloppet

Hommes

1. Sven-Ake Lundback (Suè), en 4 h 29'32" ; 2. Bengt Hassis (Suè), 4 h 31'32" ; 3. Ingebjoern Lubdevall (Suè), 4 h 31'48" ; 4. Jean-Paul Pierrat (Fr.), 4 h 31'57" ; 5. Inge Moerk (Suè), 4 h 32'03" ; 6. Matti Kuosku (Suè), 4 h 32'08" ; 7. Bill Koch (E.-U), 4 h 32'18" ; 8. Juha Mieto (Fin), 4 h 32'32" ; 9. Hans Erik Larsson (Suè), 4 h 32'41" ; 10. Vladimir Lukianov (URSS), 4 h 32'42".

Femmes

1. Meeri Boedli (Suè) ; 2. Marie-Christine Subot (Fr.).

• Voir notre commentaire p. 12.

TENNIS

Tournoi de Memphis

Quarts de finale : Gene Mayer (EU) b. Peter Fleming (EU), 6-4, 6-0 ; Yannick Noah (F) b. Frits Buening (EU), 6-2, 6-7, 6-3 ; Roscoe Tanner (EU) b. Harold Solomon (EU), 6-2, 7-6 ; Tom Gullikson (EU) b. Terry Moore (EU), 6-4, 6-1.

Demi-finales : Gene Mayer (EU) b. Yannick Noah (F), 7-6, 6-0 ; Roscoe Tanner (EU) b. Tom Gullikson (EU), 6-1, 6-0.

Finale : Gene Mayer (EU) b. Roscoe Tanner (EU) 6-2, 6-4.

• Voir commentaire p. 12.

VOLLEY-BALL

Championnat de France

Nationale 1

(6e journée retour)

Cannes-Clamart	3-1
Stade Français-Lyon	3-0
Grenoble-Sète	3-1
Montpellier-Asnières	1-3
Saint-Maur-PUC	3-0

Classement : 1. Cannes, 28 pts ; 2. Grenoble et Asnières, 27 ; 4. Sète, 24 ; 5. Stade Français, 23 ; 6. Clamart et Saint-Maur, 21 ; 8. Lyon et Montpellier, 19 ; 10. PUC, 16.

• La rencontre Cannes-Clamart a été le théâtre de la première violence sérieuse observée dans le championnat. L'ex-international Christophe Geiler a en effet envoyé le deuxième arbitre à l'hôpital. Ce geste devrait entraîner la disqualification immédiate du Clamartois.

Lundback efface Pierrat

EN terminant 4e de la Vasaloppet, le Vosgien Jean-Paul Pierrat a, sans doute, quelque peu déçu les sportifs (exigeants) qui attendaient de lui qu'il réédite son exploit de 1978, année où il était parvenu à se hisser jusqu'à la première marche du podium.

Certes, la victoire de Lundback n'est pas une surprise : le Suédois, devant son public, n'est-il pas, plus que partout ailleurs, en position de champion du monde officieux, des longues distances ? De plus, après le Birkebeiner, aux USA, il avait une revanche à prendre sur le champion français.

Pourtant, on ressentira de la gêne à songer après les déclarations de Pierrat. — « On aurait pu, *a-t-il dit en parlant du vainqueur,* lui mener la vie plus dure » — *que tout au long des 86 kilomètres de cette grande épreuve de ski de fond, l'empoignade n'a pas été exactement aussi rude que le sport commandait qu'elle le soit. Comme en cyclisme, c'est à une véritable course d'équipe que se sont livrés les skieurs de la Suède. Lundback, dont c'était la première Vasaloppet, est parvenu à s'échapper grâce à ses qualités de fondeur mais, derrière lui, la chasse a singulièrement manqué d'énergie. La victime de cette tactique fut incontestablement Jean-Paul Pierrat. Déjà gêné par un mauvais choix de fartage et une perte de glisse dont les conséquences, à chaque pente, se faisaient durement sentir, le Français, faute de relais, n'a pu revenir sur le skieur solitaire d'ailleurs en très grande forme.*

Une consolation : Pierrat a remporté le grand prix de la montagne en passant en tête au 43e kilomètre de la course, à Evertsberg. Quatrième concurrent sur quelque 12 000 participants, arrivé à deux minutes du vainqueur, le fondeur vosgien a confirmé qu'il restait le premier Français au niveau mondial. Qui en doutait ?

Derrière la mêlée

Pierre Berbizier le mal-aimé du XV de France est interviewé par «Combat socialiste»

Samedi prochain, l'équipe de France de rugby recevra les Gallois. Derrière son pack, le demi de mêlée tricolore, Pierre Berbizier, voudra faire taire les critiques dont il a été l'objet depuis plusieurs semaines. Le Lourdais nous livre ses réflexions.

NOS lecteurs désirent mieux vous connaître. Qui êtes-vous ?

P. B. « *J'ai vingt-deux ans, je suis demi de mêlée à Lourdes, je mesure 1,70 m pour 70 kg. Je suis venu au rugby fort naturellement car mon père et mon grand-père y jouaient aussi. Je joue au tennis et je fais du ski, dans les Pyrénées.*

» *Je termine mes études d'éducation physique et je suis, cette année, en stage à Tarbes. D'autre part, je vais effectuer mon service national à partir du 1er août prochain.* »

Vous allez disputer votre troisième rencontre internationale. Depuis vos débuts, vous n'avez pas été épargné. Quel est votre sentiment face à ces critiques ?

P. B. « *Je suis un joueur, et en tant que tel il faut savoir accepter les critiques. Je laisse à chacun le droit d'écrire ce qu'il veut. Mais la méchanceté et le parti pris ne sont pas de mise.*

» *J'ai grillé les étapes, cela est vrai. Actuellement, je suis en pleine période d'apprentissage. Dans la vie, il y a des temps forts et des temps faibles et, en ce moment, je progresse petit à petit. J'ai convaincu les sélectionneurs , cela est essentiel. Mais je me suis surtout convaincu moi-même.* »

En tant que jeune international, quels sont les enseignements que vous tirez de vos sélections ?

P. B. « *Avant tout, j'ai découvert une ambiance, un climat. Parvenir à s'entendre en si peu de temps, croyez-moi, c'est chouette. L'influence de Jacques Fouroux et de Jean Piqué est prépondérante et elle est prolongée par Jean-Pierre Rives. De plus, chaque joueur y met du sien. La découverte de ce groupe est fabuleuse. J'apprends beaucoup en ouvrant simplement les yeux.*

Avez-vous été influencé par un joueur ?

P. B. « *Je ne peux pas dire qu'un joueur m'ait marqué plus particulièrement. En fait, j'ai bénéficié des conseils de mon père. Il m'a remonté le moral dans les mauvais moments et a veillé à ce que je n'attrape pas la* « grosse tête » *quand tout allait bien. Vouloir copier quelqu'un aboutit toujours à de fausses imitations. L'important est d'être soi-même.*

» *Cependant, j'ai vu jouer de grands demis de mêlée : Richard Astre, Fouroux et Max Barreau.* »

Quelles sont vos ambitions en équipe de France et à Lourdes ?

P. B. « *Lourdes est un club en pleine restructuration. Nous sommes troisième de notre groupe, nous avons certaines possibilités, et j'espère que nous irons le plus loin possible en phase finale. En ce qui concerne l'équipe nationale, l'objectif à court terme est de gagner face aux Gallois. A plus long terme, j'aimerais réaliser le grand chelem en allant vaincre les Anglais. Je ne veux pas voir plus loin.* »

Félix CHIOCCA



Pierre Berbizier : France-Galles constituera sans doute pour lui sa dernière chance. (Photo C. Platiau/SAM)

Gene Mayer, sans perdre un set

L'AMERICAIN Gene Mayer a battu son compatriote Roscoe Tanner en deux sets (6-2, 6-4), dimanche, en finale du tournoi de Memphis. La partie n'a été qu'une simple formalité pour le numéro 4 mondial qui a nettement dominé son adversaire.

Tanner, privé de ses premières balles de service, n'a pu pratiquer son habituel jeu d'attaque. Mayer remportait la finale en à peine plus d'une heure et gagnait ainsi le tournoi sans avoir perdu le moindre set. Seul, Yannick Noah aurait pu, lors des demi-finales, pousser l'Americain à disputer une manche décisive.

Le Français n'a perdu le premier set qu'au tie-break, avant de s'écrouler dans le second, 6-0. Cependant, les performances américaines de Noah sont très encourageantes à quelques jours de la rencontre de coupe Davis, France-Australie. Face à des adversaires comme Mac Namara ou Edmonson, le Français ne devrait pas commettre ces faux pas d'antan. Pascal Portes, rapidement éliminé à Memphis, devrait néanmoins seconder Yannick Noah pour affronter les Australiens.

Les «Européens» en forme

AVANT de faire leur entrée en quarts de finale de la Coupe de l'UEFA, Stéphanois et Sochaliens ont montré qu'ils étaient sur la bonne voie. Si les équipiers de Michel Platini n'ont fait que confirmer leurs bonnes dispositions à Valenciennes, les Doubistes, eux, ont affiché un net redressement à Angers.

Mais les adversaires des clubs français ont montré, ce week-end, qu'ils seront redoutables. Ipswich Town est toujours en tête du championnat d'Angleterre après sa victoire face à Coventry 4-0, et les Suisses du Grasshoppers de Zurich sont allés gagner à Lucerne 3-1.

Un sport sans essor

Le hockey sur gazon souffre de l'indifférence de la télévision et de son image de marque aristocratique

Après une longue trêve, le championnat de France féminin de hockey sur gazon a repris dimanche (voir nos résultats), dans l'anonymat le plus complet. Pourtant, que ce soit le jeu de la crosse française ou le jeu du mail, de tout temps les Français ont pratiqué ce sport. Après avoir émigré en Angleterre, où il a connu son véritable essor, le hockey nous est revenu à la fin du siècle dernier. Pourtant, la fédération française (FFH) compte aujourd'hui, dans ses rangs, un nombre confidentiel de licenciés... 8 000.

EN France, le hockey sur gazon souffre d'un préjugé : il est considéré depuis toujours comme le privilège des classes bourgeoises. Pourtant, l'équipement du hockeyeur est rigoureusement identique à celui du footballeur, et le prix d'une crosse oscille entre 35 et 150 francs.

La méconnaissance de cette discipline constitue le principal frein à son développement. Afin d'y remédier, la FFH s'efforce d'accélérer la pénétration du hockey à l'école, comme le souligne M. Claude Windal, directeur technique national : « *Lors de leur formation, les professeurs d'éducation physique n'ont pas la possibilité de pratiquer le hockey. De ce fait, ils ne possèdent pas les compétences requises pour initier les enfants à ce jeu. Depuis quelques années, nous concentrons nos efforts sur le secteur scolaire. En effet, seul l'engouement des jeunes pourra permettre qu'un jour ce sport devienne populaire.* »

Les enfants commencent déjà à accrocher à ce sport. Un sondage effectué dans les écoles montre qu'en 1980 80 000 élèves ont pratiqué le hockey.

Un public inexistant

Cette discipline souffre, aussi, de l'indifférence des médias, et en particulier de la télévision. Pas la moindre image de hockeyeur, sur le petit écran, depuis plus de deux ans. Même les résultats sont passés sous silence.

De ce fait, le public est inexistant. Quelques poignées de spectateurs assistent aux rencontres du championnat de France. M. Claude Windal évoque ce grave problème : « *Hélas ! pour les profanes, le hockey n'est pas un sport spectaculaire. Les règles sont excessivement complexes et le jeu particulièrement haché. Les plus belles actions ne durent guère plus de quinze secondes...* »

Pas de public, peu de licenciés, le hockey sur gazon français est à la dérive. Dans ces conditions, l'équipe nationale ne peut rivaliser à armes égales avec le Pakistan, l'Inde ou les Pays-Bas. Régulièrement qualifiée jusqu'en 1972 pour les jeux Olympiques, elle doit aujourd'hui se contenter de jouer les seconds rôles.

Philippe BALLAND

Hockey sur moquette

Les crosses, les photos, les affiches dévorent les murs du bureau de M. Claude Windal, directeur technique national. Cela fait presque une heure qu'il me parle avec conviction du hockey sur gazon, de son histoire, de ses problèmes, de son avenir. Bref, un entretien classique. Quand, brusquement, il me pose la question que je redoutais tant : « *Avez-vous déjà assisté à une rencontre de hockey ?* » Un peu gêné, je lui avoue alors la vérité. Jamais jusqu'à ce jour, je n'avais approché une crosse de si près.

Aussitôt, il ouvre une armoire métallique et en sort une superbe crosse, puis fouille dans son tiroir avant de trouver une balle en liège compressée. L'espace de quelques secondes, je ne m'explique pas la raison de cette soudaine effervescence. Mais, déjà, il a posé la balle sur son bureau et entreprend de me donner ma première leçon. Pris dans son élan, il se lève et, malgré l'exiguïté des lieux, se livre à quelques figures.

Sa démonstration durera plusieurs secondes. Grâce à sa passion, j'avais découvert un nouveau sport : le hockey sur moquette.

Ph. B.

CINEMA

Un mélo cousu de fil noir

«UNE SALE AFFAIRE», d'Alain BONNOT, avec Marlène Jobert (Hélène) et Victor LANOUX (Novak)

L'ACTION de ce « polar » à la française — c'est déjà dire qu'on ne se situe pas dans les hautes sphères du genre — se déroule dans une ville portuaire du Nord. Les gros méchants de l'histoire, en l'occurrence des caïds de la drogue, tiennent les rênes du pouvoir, et notamment M. le député-maire. Face à lui, un incorruptible de la police (Novak), que les scrupules n'étouffent pas, et une brave secrétaire de mairie (Hélène), qui va apprendre, à ses dépens, qu'il vaut mieux collaborer spontanément... Telle est, brièvement résumée, l'intrigue qu'a choisie de nous raconter en panavision Alain Bonnot.

Visiblement influencé par la série noire et les films américains de même couleur, le réalisateur a cherché à en restituer l'atmosphère oppressante et les situations types. Ainsi, la ville, l'insécurité, la violence ordinaire et l'indifférence des gens pour tout ce qui ne les concerne pas directement sont au centre du récit, à travers les comportements et les réactions des deux personnages principaux, sur lesquels sont braqués les projecteurs.

Comme tous les héros du genre, le chasseur est impitoyable et solitaire. Lui, qui connaît pourtant le vice, le dénonce et s'y meut pour mieux le combattre, n'est qu'un éternel incompris qui se heurte évidemment à l'hostilité générale. Victime d'un engrenage infernal, l'héroïne symbolise une certaine pureté dans la pourriture ambiante. Encore que son innocence et sa naïveté cachent assez mal une ignorance coupable. Bref, tout cela est bien beau sur le papier mais reste malheureusement trop au niveau des intentions à l'image.

Le schématisme des caractères, les situations attendues, les invraisemblances, les explications fragmentaires et le maladroit piment sentimental — inopportun dans le contexte — empêchent finalement toute réflexion sérieuse et limitent la portée de cette prétendue dénonciation à un simple petit exercice de style.

Gilles GARNIER



Marlène Jobert et Victor Lanoux.

VARIETES

La musique n'est pas un fusil

Rendez-vous avec François Béranger

UNE centaine de spectacles par an, un peu partout en France. Un public fidèle. Plus de 500 000 disques vendus et *« le disque dort sur son lit d'mort »* dit François Béranger dans son dernier 33 tours, le huitième depuis 1971.

Dix ans de chanson comme auteur - compositeur - interprète, juste le temps de sourire du *« ventre de Natacha, une plaine à blé mûr où le lion court après la vierge dans le soleil de juillet »*, de trouver aujourd'hui cette comparaison *« trop agriculture, d'autant plus que maintenant les champs sont mécanisés ! »*... Juste le temps de se demander si l'on peut encore croire à l'espoir...

Chanteur plein d'humour, cet épicurien du XX[e] siècle qui exorcise les démons en voulant brûler la vie par les deux bouts parce que le temps l'éclabousse dénonce, crie et gueule avant tout l'oppression, la répression. Des chansons-tracts, un peu trop parfois, mais percutantes. C'était la mise en accusation de la junte chilienne, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Russes, la tyrannie du shah... C'est l'exploitation des Etats africains par les Blancs, les prisons, la répression policière. *« Carte pour respirer, carte pour exister. »*



« Je rêve de n'être qu'une musique... »

François Béranger se défend bien d'être un chanteur engagé. Cette connotation l'énerve. Il s'en explique : *« Cela a toujours une résonance péjorative. Cette étiquette ne signifie rien. Michel Sardou est autant militant que moi en colportant une idéologie de droite réactionnaire. Le fait de chanter n'est, de toutes les façons, pas un acte d'engagement. La chanson ne fait rien avancer, elle n'est pas un fusil. Elle se contente d'accompagner les révolutions. »*

François Béranger chante ce qu'il appelle *« le stress des villes »* en s'accompagnant de cette musique électrique qui fit crier casse-cou à une époque où on la croyait réservée au rock. Une musique qui colle parfaitement aux paroles de ses chansons urbaines, une véritable osmose.

Chanteur du désespoir humain? Oui, puisque son leitmotiv est *« Pourquoi cette vie et l'amour et la mort »*? Chanteur désespéré? Pas du tout. Il est toujours, comme il le dit, *« animé par un optimisme de vie. Le concept d'équilibre existe. Il est simplement différent de celui du bonheur. »* Béranger veut affronter ses chansons comme il prend en main les problèmes. Pourquoi voyager? Qu'est-ce que la notion d'exotisme? alors que *« dans l'ailleurs c'est toujours la même heure »*. Et pourtant, il effectue plus de 100 000 kilomètres par an sur les routes. *« Pas pour fuir,* souligne-t-il, *ni pour aller quelque part, mais pour la sensation de bouger et pour rencontrer les autres. »*

Un long voyage, il est vrai, que ces quarante-trois années. Enfant d'ouvriers, élevé *« comme un petit bourgeois »* parce que son père s'est élevé dans la hiérarchie sociale par le biais du syndicalisme (il est devenu député), il quitte ses études en classe de seconde pour travailler chez Renault pendant cinq ans. Entretemps, il fait du théâtre, chante les mélodies du Québécois Félix Leclerc en amateur, devient chef de production à l'ORTF, et démarre immédiatement dans la chanson avec ses textes en enregistrant en 1969 un 45 tours, *« sans avoir eu à chanter pour un verre de bière »*. Marginal pendant longtemps, dédaigné des médias — censure aimable —, il aime dire qu'il n'a jamais accordé la moindre concession.

Ses chansons reflètent tout cet itinéraire de vie, stigmatisée par la guerre d'Algérie, ensoleillée par Mai-68 où il dit s'être *« par contre bien amusé »*. Elles ont aussi le parfum de cette ouverture sur les autres, la poésie de son enfance, de ses amours, de la vie tout simplement. Il n'y a pas qu'un Béranger, il y en a autant que ses mélodies qu'il rénove sans cesse comme des gouttes d'eau s'égrène sur chaque mot.

« Tous ces mots terribles qui font des chansons », c'est ce qui incite François Béranger à chanter, c'est aussi ce qui le pousse à dire dans *Article sans suite*, son dernier disque : *« Je rêve de n'être qu'une musique qui percute les peaux des tambours. »*

Mireille DUMAS

• « Article sans suite », disque l'Escargot.

• A l'Olympia (Paris) du 3 au 8 mars.

Début de tournée : le 12 à Dieppe, le 13 à Melun, le 14 à Lyon, le 16 à Saint-Etienne, le 17 à Dijon, le 18 à Strasbourg, le 20 à Joué-lès-Tours, le 21 au Havre...

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Lille. Cinéma. V[e] Festival international du film de court métrage et du film documentaire. Au programme : une rétrospective américaine avec des œuvres de Kubrick, Lucas, Coppola, Spielberg, Scorsese, Huston, Tex Avery... A noter : une importante participation des pays de l'Est. Jusqu'au 8 mars.

Castelnau-le-Lez. Variétés. Récital Julos Beaucarne. Le 3 mars.

Albert. Variétés. Catherine Ribeiro à la Maison pour tous, le 3 mars.

La Rochelle. Musique. Le trio Haydn, de Vienne. Maison de la Culture, le 3 mars.

Villepreux. Variétés. Michel Hermon au Théâtre du Val-de-Gally, le 3 mars.

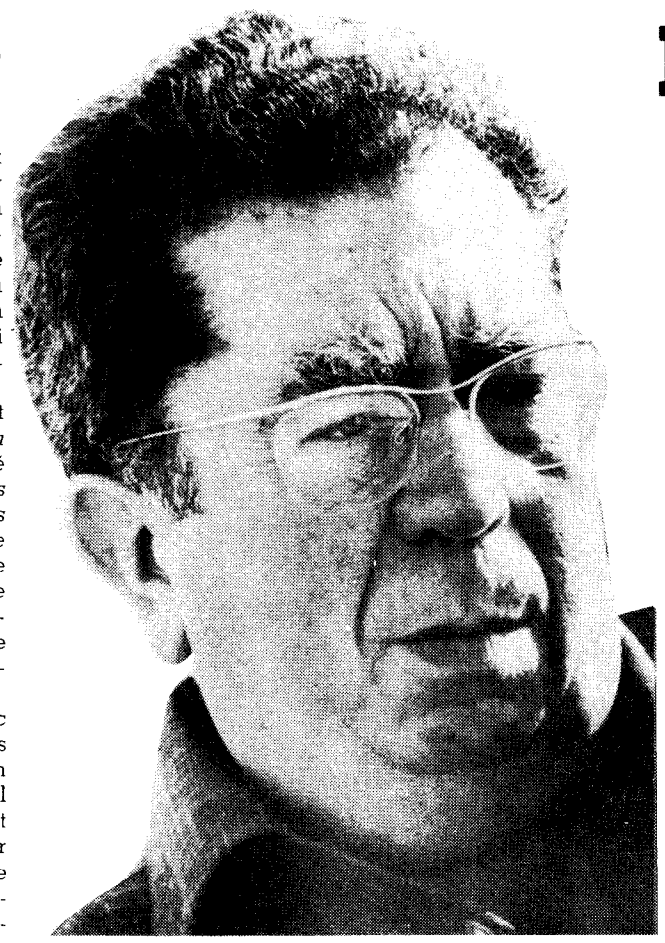
Saint-Etienne. Théâtre. Tranches de vie, de Lauzier. Mise en scène de Daniel Benoin. Comédie de Saint-Etienne, le 3 mars.

LIVRES

Un réquisitoire véhément

«Je porte plainte»

de Roger IKOR



Il ferait abattre les vaches sacrées.

Y A-T-IL chose plus cruelle, pour un père, que d'enterrer un fils mort volontairement ? Devant le deuil de Roger Ikor, frappé de la sorte, il ne saurait être question de parler littérature. Aussi bien le pamphlet auquel il a donné pour titre *Je porte plainte* se présente-t-il seulement comme un réquisitoire dans lequel ce qui compte n'est pas l'éloquence, mais le cri nu et l'expression d'une douleur sans nom.

Roger Ikor accuse les sectes — l'une d'elles, nommément, qui pratique le « zen macrobiotique » — d'avoir conduit son fils au suicide. Il n'est pas le premier à dénoncer cette espèce de viol psychologique que celles-ci font subir à de jeunes adeptes sans grande défense. On a pu, on pourra lire là-dessus l'excellent essai d'Alain Woodrow : *Les nouvelles sectes* (le Seuil).

Quelle part d'utopie entre dans le refus du monde tel qu'il est et dont quelques-uns, parmi les adolescents d'aujourd'hui, ne veulent pas ? Rappelant Mai 1968, Roger Ikor croit y voir un signe de peur — peur d'une société dure ou molle, c'est selon ; peur d'un avenir tout entier marqué par l'esprit de profit, par un monstrueux égoïsme. Il propose, pour y parer, une morale, un idéalisme, plus concrètement une réforme de l'école et — si inattendu que cela paraisse chez un homme qui a fait jusqu'ici profession d'athéisme — une foi.

Interpellant le président de la République (« *Au nom de mon fils assassiné pour rien, au nom de tous ces jeunes morts, morts pour rien, au nom de la vie et au nom de l'homme, je porte plainte auprès de vous* »), Roger Ikor espère-t-il vraiment que, de ce côté-là, viendra un quelconque salut ?

Il met dans le même sac tous les partis, tous les hommes politiques (en quoi il est probable qu'il pense comme la plupart des jeunes déboussolés par les sectes). Il regrette le temps où la majorité civique, plus tardive, autorisait la famille à agir (au besoin par la force légale) sur l'enfant récalcitrant.

Pour bien montrer qu'à ses yeux une certaine forme de violence peut être salutaire, il affirme qu'en Inde, par exemple, s'il ne tenait qu'à lui, il ferait abattre les vaches sacrées pour nourrir les affamés (« *et tant pis pour les meuglements des consciences violentées !* »). Par ailleurs, et pour rester dans la civilisation hexagonale, il s'est à plusieurs reprises, et récemment encore, proclamé partisan de la peine de mort.

Etes-vous bien sûr, cher Roger Ikor, que le meurtre, aussi légal qu'on le prétende, n'est pas de nature à révolter, voire à désespérer un peu plus, les meilleurs parmi nos fils et nos filles ?

Maurice CHAVARDÈS

• Editions Albin Michel, 126 pages.

Poètes polonais

LA poésie n'a pas besoin d'intermédiaires pour s'exprimer. Elle demande seulement qu'on lui offre un peu de place. Pour représenter les quatorze poètes polonais contemporains que Lucienne Rey a traduits pour les éditions *La Pensée sauvage*, nous donnons la parole à l'un d'entre eux : Stanislaw Baranczak, interdit de publication en Pologne.

Les mots des tribunes et ceux des parloirs,
Ceux qui sont cousus de gros fil de la voix
du sac bleu marine de la tenue
et ceux que l'on dépouille de tout et met à nu
pour l'insulte personnelle de la fouille ;
ceux que l'on connaît pour les avoir trop entendus
et les autres avec peine rappelés lors des visites
toujours trop rares ; ces mots qui se laissent
aisément saisir par le tamis du microphone
et les autres qu'il faut, avec bien plus de peine
faire passer à travers les grilles ;
les mots prononcés avec une audace éhontée et les autres
susurrés dans une crainte honteuse devant l'oreille
du gardien ; ceux que l'on débite directement
dans l'œil sec de la caméra et ceux
que l'on dit en baissant les yeux car
il est dur de supporter les larmes d'une femme ;
ces mots interrompus dans les salles de débats
par des ovations tumultueuses et longues à se taire
et ceux des salles de visites, écourtés
par l'intervention de la vigilante pendule ; les mots,
ces mots de trop longs discours et d'entretiens trop brefs
sont — je sais, c'est incroyable — les mots
d'une seule et même langue.

* *Rebelles et Rêveurs*, traduits par Lucienne Rey, préface d'André Laude, *La Pensée sauvage*, Grenoble, 154 pages.

Vous voulez faire du cinéma?

«Y'a des jours mauvais... y'a des jours meilleurs»

SANS l'expérience du court métrage, pas de vrai cinéaste. Beaucoup l'affirment avec raison. Mais cette voie d'accès au septième art est loin d'être royale. Nombreux sont ceux qui y laissent leurs économies, leur santé et surtout leurs illusions.

Billy et Thadé ont tenté l'aventure. Ils ont moins de trente ans et pas un sou. Mais ils ont une idée. Une grande idée. Superbe. Filmer la mémoire du monde. Mais modestement. Bout par bout. Homme par homme. Ils savent que certains êtres humains écrivent avec leur vie des histoire passionnantes qui disparaîtront en même temps qu'eux. Sans laisser de traces. Une expérience irremplaçable qu'aucune imagination ne pourra jamais reconstituer.



Billy et Thadé devant leur table de montage.

Leur premier récit vivant s'appelle Roland Labretagne. Un homme qui vit un rêve marin dans une cabane de tôle ondulée, à Saint-Ouen, en pleine zone industrielle. Il est artiste peintre. Il se fait payer en bifteck, en fromage et en vin rouge. Pastis pour les chefs-d'œuvre. Il peint à la commande. Des ports de pêche ou de grands voiliers en mers lointaines. Indifférent à ce qu'il aperçoit à travers les fumées d'usines. Il ne s'estime pas marginal. Son existence il sait merveilleusement bien la raconter. Ses colères ne sont pas feintes et sa gouaille à la Gabin n'est pas destinée aux touristes.

Mais tout cela passe mal par l'écriture. Roland Labretagne, il faut le voir, l'écouter. Le prendre sur le vif. C'est ce qu'ont fait Billy et Thadé, caméra au poing et micro à bout de perche. Pendant plus d'un an. Avec une caméra d'emprunt. Des bouts de pellicule. En faisant des heures de nuit en laboratoire et en installant une table de montage dans la chambre à coucher de l'un d'eux. Des prodiges d'ingéniosité, de courage, et environ deux millions de centimes à débourser pour réaliser un film de dix-neuf minutes. Le titre : « *Y a des jours mauvais, y a des jours meilleurs* », une phrase de Labretagne.

Des jours meilleurs, ce court métrage en a connus. Remarqué aux rencontres d'Epinay. Choisi pour le Festival de Lille. Sélectionné aux Perspectives du cinéma de Cannes. Présenté dans une salle parisienne : le Saint-Séverin. Les honneurs de la presse ; *Télérama* : « *A voir* » ; *Le Monde* : « Sélection de la semaine »... Un prix de la qualité et surtout, suprême consécration, l'achat par la télévision pour l'émission d'Antenne 2 : *Histoires courtes*. Diffusion en août 1980 : la gloire !

Mais la carrière du court métrage sur Roland Labretagne n'est exemplaire qu'a contrario. Une réussite là où presque tous les autres échouent. L'exception qui confirme la règle.

Car les réalisateurs de court métrage se comptent par centaines, chaque année en France. La plupart du temps, leur aventure s'arrête avec l'achèvement de leur film. Celui-ci, une fois terminé, va moisir au fond d'un placard.

D'ailleurs, depuis leur premier succès, Billy et Thadé ont écrit trois autres scénarios, qu'ils ont présentés à tous les organismes officiels d'aide au cinéma. Aucun n'a répondu favorablement. Ils devront reprendre la voie étroite du bricolage. En auront-ils encore le courage ?

Claude BROUSSOULOUX

* L'itinéraire d'un court-métrage en illustration du Festival du court métrage de Lille qui a lieu du 3 au 8 mars.

EN POCHE

Les dames galantes, *par Brantôme (préface de Paul Morand)*

Qu'un ecclésiastique lègue à la postérité, en guise de bréviaire, un recueil de textes licencieux, voilà qui surprend. Faut-il ajouter que l'abbé de Brantôme, auteur en 1587 des *Dames galantes*, y livre, sans hypocrisie aucune, ses propres souvenirs ? Comme le constate Paul Morand dans sa préface, il ne manque plus que les bonnes adresses du *Guide Michelin*.

Au diable l'ascétisme. Des croisades qui l'ont conduit de sa Guyenne natale en Espagne, au Maroc ou à Malte, Brantôme ne retient que les lits. Guerrier de Dieu ou de Charles IX, il s'arroge aussi le droit d'être un joyeux viveur, explorant le sexe, entre deux combats, comme l'une des facettes de la gastronomie. Une chute de cheval le contraint-elle à l'immobilité ? Il poursuit ses gasconnades sur la page blanche, improvisant effrontément pour combler les lacunes de la mémoire. Allez à sa découverte et vous verrez qu'il domine de cent coudées nos tristes pornographes (*Folio n° 1260*). **Nadine SAUTEL**



Philippe Noiret dans *les Caprices de Marie*, FR3 mardi 3 mars, 20 h 30.

Lundi 2 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Casque d'or.
Film de Jacques Becker (1952). Avec Simone Signoret, Serge Reggiani, Claude Dauphin.
Un ouvrier menuisier s'éprend d'une prostituée et voit sa vie entièrement bouleversée. Une atmosphère, une qualité artistique, des situations et des personnages inoubliables.

22 h 00 — Les nouvelles de l'histoire.
Pierre Dumayet nous propose :
La guertz de Ploezal, *une enquête sur une guertz, autrement dit, et selon les Bretons de Ploezal, une chanson narrative sur un fait divers.*
Michel Pastoureau, *conservateur de la Bibliothèque nationale, auteur d'un traité d'héraldique, démystifie la science héraldique qui n'intéresse pas seulement la noblesse. En effet, les deux tiers des armoiries sont roturières.*
La prière aujourd'hui, *avec le père Bonnot, auteur d'un recueil de prières (aux éditions du Cerf). Il étudie ces demandes ou ex, voto pathétiques que l'on trouve encore dans les églises au pied des statues.*
Une émission qui sort des sentiers battus de l'histoire.

23 h 00 — Journal.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 35 — Cartes sur table.
Reportages d'actualité, dont l'un sur le Sahara et ses industries.

21 h 55 — Archives, mémoire de l'homme.
Document de création proposé par Jean Favier. Réal. Lyz Deramond.
Jean Favier, historien du Moyen Age, directeur général des Archives de France, nous fait découvrir ce qu'il appelle la mémoire de la nation : les archives.
Pour ce premier volet d'une série de quatre émissions, Jean Favier interroge les sceaux du Moyen Age, qui sont plus qu'une signature : l'affirmation d'une identité. Même le paysan (riche !) se fait faire un sceau.

22 h 25 — Introduction à la musique contemporaine.
Proposé par Michel Fano et Dominique Jameux. Avec la collaboration de Pierre Boulez et la participation de Michel Lonsdale.
« Musique et modernité », ainsi s'intitule ce premier pas dans cette série musicale qui en comportera sept. 1913 : la première du Sacre du printemps, *de Stravinsky, au Théâtre des Champs-Elysées, provoque une émeute. Pour les « Anciens », cette musique écorche l'oreille.*
Si certains téléspectateurs partagent encore cette opinion, qu'ils sachent que l'émission compte d'autres atouts ! Le musée Jules-Verne à Nantes, Vienne au début du siècle, du théâtre, de la danse... Tout a été prévu pour que cette série jouisse du succès qu'elle mérite.

23 h 35 — Journal de l'A2.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.
Ce soir, à Saint-Dié.

20 h 30 — Airport.
Film de George Seaton (1969), d'après le roman d'Arthur Hailey. Avec Burt Lancaster, Dean Martin, Jean Seberg, Jacqueline Bisset.
A la suite de l'explosion d'une bombe à bord d'un avion, l'équipage s'emploie à ramener l'appareil à bon port.
Film catastrophe avec tous les ingrédients et conventions du genre.

22 h 40 — Soir 3.

Mardi 3 mars

12 h 05 — Réponse à tout.

12 h 25 — Une minute pour les femmes.
Les parents qui donnent trop de médicaments à leurs enfants.

12 h 30 — Midi-Première.

13 h 00 — Journal.

13 h 45 — Féminin présent. Emission proposée par Evelyne Pagès et Claude Vigne.
13 h 50 La diététique en question, avec le docteur Le Moulinier, nutritionniste. **14 h 05 Tout feu, tout femmes :** la mode printemps-été 1981. **14 h 10 Feuilleton : L'homme sans visage,** Scén. Jacques Champreux, réal. Georges Franju. Avec Jacques Champreux, Joséphine Chaplin. **15 h 05 Les recettes de mon village :** galettes bretonnes. **15 h 25 Mémoire en fête,** avec Paul Guth. **15 h 50 Le jardin d'Anita :** plantation, taille et multiplication des bruyères. **16 h 00 Dossier : elles étaient trois célibataires. 16 h 30 Le pour et le contre. 16 h 40 A tire d'elles :** le salon international du jouet. **16 h 45 Coup de cœur pour...** Georges Bortoli (*Douze Russes et un Empire,* Robert Laffont) ; Factory, groupe rock lyonnais ; Hortense Dufour (*l'Ecureuil dans la roue,* Grasset) ; Tete-Michel-Kpomassié (*l'Africain du Groenland,* Flammarion) ; Sol et son spectable *Seul à Sol ;* Femme insolite : Adrienne La Rue, une magicienne. **17 h 20 Mini-show,** avec le Golden Gate Quarter.

17 h 25 — Croque-vacances. Emission de Claude Pierrard.

18 h 00 — C'est à vous, d'Annick Beauchamps.

18 h 25 — Un, rue Sésame.

18 h 50 — Avis de recherche. Avec Arthur Conte.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Les paris de TF1. Avec Plastic Bertrand.

20 h 00 — Journal.

20 h 35 — Le rendez-vous du 3e millénaire.
« Un futur sur mesure » : deuxième émission d'une série de quatre documentaires proposés et réalisés par Claude de Givray. Parmi les participants : Françoise Giroud et Hugues de Jouvenel.
Les gouvernements et les futurologues préparent — dit-on — notre avenir.
Illustré d'exemples concrets d'organisation communautaire (une maison de disques classiques installée en Haute-Provence), voici l'image d'un futur sur mesure, où le temps se partage entre le travail et des activités pour développer le corps et l'esprit. C'est pour quand ?

22 h 30 — Questionnaire.
Jean-Louis Servan-Schreiber reçoit Jean-Marie Domenach, ancien directeur de la revue *Esprit,* écrivain, témoin exemplaire de son temps.

23 h 30 — Journal.

10 h 30 — Antiope.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Les amours des années folles.

12 h 45 — Journal de l'A2.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. L'argent de la corbeille.

15 h 00 — Rage.
Film de George C. Scott (1972). Scén. Philip Friedman et Dan Kleinman. Avec George C. Scott, Nicolas Beauvy.
Un gaz dangereux est la cause de la mort d'un garçon de douze ans. Dan Logan, le père, vengera son fils en faisant sauter le laboratoire militaire où est mis au point le gaz mortel, ainsi que le fort Howard. L'armée se dresse contre Logan.
Dénonciation très efficace des dangers que font courir à la population la pollution et l'expérimentation tous azimuts.

16 h 40 — Itinéraires. Emission de Sophie Richard.
Contrastes : le théâtre d'une monarchie, au temps de Corneille, Molière et Racine. Résonances : voyage avec le ballet Kodia, au Théâtre Noir.

17 h 20 — Fenêtre sur... Poésie au pluriel.
Providence, c'est le titre proposé par le producteur Marcel Jullian pour l'éternelle et insoluble équation à une inconnue que posent huit poètes : quatre Français, un Italien, un Anglais, un Portugais et un Indien.

17 h 50 — Récré A2.
Fabrice et les Quat-z-amis présentent : C'est chouette ; 3, 2, 1, contact : croissance, décomposition.

18 h 30 — C'est la vie.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Top-Club.

20 h 00 — Journal de l'A2.

20 h 40 — Dossiers de l'écran : Monsieur papa.
Film de Philippe Monier (1977). D'après le roman de Patrick Cauvin. Avec Claude Brasseur, Nathalie Baye, Nicolas, Catherine Lachens.
Séparé de sa femme, un homme est amené à s'occuper seul de son fils.
Film divertissant qui aborde sans prétention les problèmes du « père célibataire ».
Débat : les pères qui élèvent seuls leurs enfants. Participants : Daniel Goldenberg, auteur du feuilleton et roman *Papa Poule* ; Gérard Guégan, journaliste aux *Nouvelles littéraires* ; le docteur This, analyste ; Geneviève de Perceval, psychologue ; le docteur Bébé, pédiatre (ouaf ! ouaf !).

23 h 30 — Journal de l'A2.

18 h 30 — FR3 Jeunesse. Les couleurs du temps.
René Praz et Françoise Hotton nous présentent les rubriques habituelles et un reportage sur l'énergie solaire.

18 h 55 — Tribune libre. Lutte ouvrière (Arlette Laguillier).

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale. Des talents et des gens.

19 h 55 — Les aventures de Tintin. Dessin animé.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures. Ce soir, à Saint-Dié.

20 h 30 — Les caprices de Marie.
Film de Philippe de Broca (1970). Scén. Daniel Boulanger et Philippe de Broca. Avec Philippe Noiret, Valentina Cortese, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle.
Séduite par un riche Américain, une jeune Française finit par lui préférer l'instituteur de son village.
Une œuvre originale et drôle au ton doux amer et à la critique sociale sous-jacente.

22 h 00 — Soir 3.

SELECTION RADIO

Lundi 2 mars

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 — Orchestre national de France, en direct de Pleyel. Dir. Lorin Maazel. Au programme : Mendelssohn, Dvorak.

FRANCE-CULTURE
20 h 00 — On a sonné, dramatique de Serge Martel, avec Jean-Pierre Cassel.

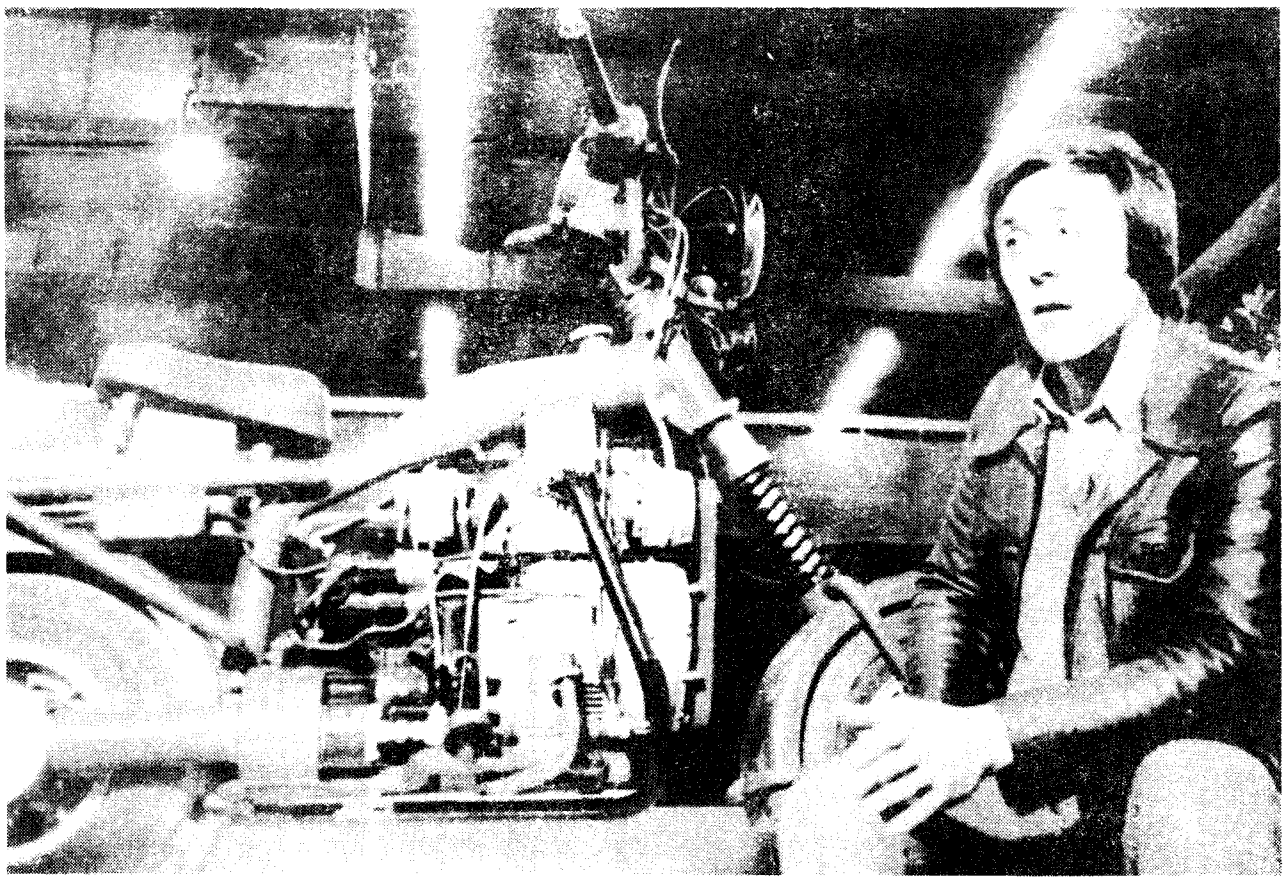
RADIO K
Si vous habitez la Côte d'Azur
24 h sur 24
Depuis ce matin 6 h : deux longueurs d'ondes secrètes ! A San Remo, Radio K promet de grandes voix à son micro, comme celles de Bombard et Tazieff...

Mardi 3 mars

FRANCE-MUSIQUE
20 h 30 — Nouvel Orchestre philharmonique, en direct de Radio-France. Dir. Emmanuel Krivine. Au programme : la Symphonie en si bémol majeur n° 51 de Haydn ; le Concerto pour piano n° 24 en do mineur K.491 de Mozart ; la Symphonie Jupiter en do majeur K.551 de Mozart.

FRANCE-CULTURE
20 h 00 — Dialogues : perspectives d'une économie mondiale, avec Jacques Attali, conseiller auprès de François Mitterrand pour les questions économiques et auteur des « Trois Mondes, ou pour une théorie de l'après-crise » (Fayard), et Christian Stoffaës, chef du Centre d'études et de prévision au ministère de l'Industrie, et auteur de « Nationalisations » (Flammarion) et de « la Grande Menace industrielle » (Calmann-Lévy et Livre de Poche).

EUROPE 1
23 h 00 — Barbier de nuit : le rire gras de Bernard Fresson, à propos de la pièce « la Culotte d'une jeune femme pauvre ».



1 litre aux 100!

La première moto diesel au monde a été présentée à Dijon au Salon de la moto. La « globe-trotter » a été réalisée par André Defraigne (notre photo) après trois années de travail. D'une cylindrée de 350 cm³, pouvant atteindre 115 km/h, elle consomme 1 litre de gazole aux 100 km, à une vitesse moyenne de 90 km/h. (Photo AFP)

Malgré les interdictions, les écologistes réussissent leur plus grande manifestation antinucléaire d'Allemagne

La «gross manif»

SAMEDI dernier, le village de Brokdorf, en Allemagne, a été le siège de la plus grande manifestation antinucléaire jamais réalisée dans le pays. De 50 000 à 100 000 manifestants antinucléaires ont en effet convergé vers le chantier de la future centrale nucléaire qui va être construite à 50 km au nord-est de Hambourg.

Depuis 1974, Brokdorf est devenu le symbole du nucléaire en Allemagne fédérale. C'est en effet là que se déroulent toutes les grandes manifestations antinucléaires, ce qui n'empêche d'ailleurs pas le chantier d'avancer : commencé en 1976, il a été plusieurs fois interrompu par les manifestants, mais les autorités fédérales n'ont jamais arrêté les travaux de la centrale.

Les écologistes font peur en Allemagne. Non pas que leurs troupes soient particulièrement nombreuses, mais essentiellement parce qu'ils représentent un important facteur de désunion pour les grands partis politiques. Cette menace est particulièrement ressentie outre-Rhin, où les autorités se sont livrées à une véritable valse-hésitation devant la détermination des manifestants. Le tribunal administratif du Schleswig-Holstein a finalement levé partiellement l'interdiction de toute manifestation dans la région entre le 27 février et le 1er mars. Finalement, l'interdiction de manifester a été maintenue sur le lieu même du chantier. 20 000 policiers et gardes-frontière ont été mobilisés pour tenir tête aux 50 000 manifestants. Rapidement submergés par la foule des écologistes, les représentants de l'ordre se sont contentés de défendre l'accès direct au chantier. La « promenade de protestation » des écologistes se déroula dans le calme si l'on ne tient pas compte des quelques escarmouches qui n'ont fait qu'une trentaine de blessés parmi les représentants des forces de l'ordre.

Les écologistes allemands, que l'on croyait sur le déclin depuis les médiocres résultats remportés lors des dernières élections, ont donc fait la preuve de leur efficacité. Contrairement à leurs homologues français, ils ne sont plus marginalisés et leur action pourrait bien contrarier le programme énergétique de Helmut Schmidt.

P. P.

Métro perturbé

Le trafic du métro risque d'être perturbé mardi 3 mars, jour des obsèques de M. Hubert Paulou, le conducteur de la rame accidentée à la station Nation

La cavale en hélicoptère de Fleury-Mérogis

L'enquête piétine!

Trois jours après la rocambolesque évasion de Gérard Dupré et de Daniel Beaumont à bord d'un hélicoptère détourné, les policiers ne parviennent toujours pas à trouver le mondre indice susceptible de les mettre sur la piste des deux truands. Leur complice n'a même pas été identifié.

AGE de trente-cinq ans environ, blond et « style jeune cadre », l'homme qui s'est fait passer pour « M. Garnier » avait minutieusement préparé l'opération. Il avait en effet déjà effectué deux vols à bord d'un appareil de la société Hélicap les 3 et 12 février dernier. Vendredi, c'est sous la menace de son arme qu'il a obligé le pilote de l'*Ecureuil*, Claude Fourcade, à se poser dans la prison de Fleury-Mérogis, sur le terrain de football où des détenus disputaient un match.

Aussitôt, deux d'entre eux se précipitaient vers l'appareil qui redécollait en trente secondes sous l'œil ébahi des gardiens. Impuissants, ceux-ci n'ont pu réagir : ils ne sont jamais armés dans l'enceinte des prisons. Cinq minutes plus tard, Gérard Dupré, Daniel Beaumont et leurs complices atterrissaient sur le stade Jean-Noël à Paris, où des amis les attendaient à bord d'une voiture.

Les policiers s'efforcent désormais de dresser la liste des familiers, amis et relations des deux évadés, pour vérifier leurs emplois du temps de vendredi.

De la grande évasion...

Depuis vendredi dernier, je scrute tour à tour mon écran de télévision et le ciel de ma fenêtre, dans le vain espoir de les voir traversés par l'hélicoptère qui a si littéralement permis de « jouer la fille de l'air » à deux détenus d'une « prison modèle » que je ne puis m'empêcher de les considérer comme des « évadés modèles ».

Il paraît qu'ils n'ont suborné nulle avocate au cœur tendre, mis à mal aucun gardien au cœur valeureux, ni même commis la moindre déprédation au détriment de l'administration. Tout au plus peut-on leur reprocher d'avoir été complices d'un peu banal détournement. Dans ces conditions, il faut toute l'acrimonie du garde des Sceaux pour encore trouver à redire contre la manière dont ils ont choisi en sécurité la liberté.

Ces fugitifs de haut vol ont poussé l'élégance jusqu'à dédaigner de convoquer la presse pour assurer la publicité de leur exploit. Il me semble que pareil tact mériterait de faire école ailleurs qu'à Hollywood et qu'à Fleury-Mérogis. Imaginez par exemple la surprise émerveillée des Français s'ils apprenaient un beau matin que, sans porter davantage préjudice à la justice, sans plus de victimes, de casse ni de tapage, s'était éclipsé dans la nuit l'actuel reclus du Palais de l'Elysée.

Michel FRIEDMAN

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Du 1er au 7 mars 1981
« CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DU PROLETAIRE DE CLICHY »

* * * * * * * * * * * * * * * * * *

Mardi 3 mars 1981
(Maison du peuple)
GRANDE FETE POPULAIRE
avec :
Leny Escudero - le groupe Imago
Lionel Jospin - Pierre Bérégovoy

Prix d'entrée : 20 F

*

Du 1er au 7 mars 1981
GRANDE EXPOSITION
« CINQUANTE ANS DE SOCIALISME A TRAVERS LE PROLETAIRE DE CLICHY »
Renseignements et location au *Prolétaire de Clichy, 20, r. Ch. et R. Auffray — Tél. 739.97.05*

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

- ☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
- ☐ Un an : 550 F
- ☐ 6 mois : 300 F
- ☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
- ☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITÉ », hebdomadaire, le 6e jour

- ☐ Un an : 650 F
- ☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....